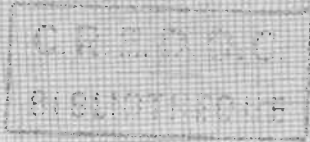


Guillemot



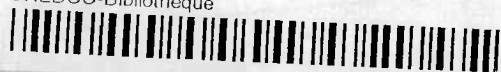
CENTRE DE RECHERCHE ÉCONOMIQUE
SUR
L'ÉPARGNE

OCTOBRE 1962

E. LISLE et M. MASSONAUD
BIBLIOGRAPHIE
D'ÉTUDES ÉTRANGÈRES
SUR L'ÉPARGNE

Bibliographie d'études étrangères
sur l'épargne / E. Lisle, M.
Massonau. (1er octobre 1962).

CREDOC•Bibliothèque



Sou1962-2044

CENTRE DE RECHERCHES ECONOMIQUES
SUR L'EPARGNE

Bibliographie d'études étrangères
sur l'épargne.

par

Edmond LISLE et Michel MASSONAUD

30, rue d'Astorg - Paris 9ème -

Le 1er Octobre 1962



R³3

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

L'EXPERIENCE ANGLAISE

- Introduction
- Note bibliographique détaillée N°1
- Note bibliographique détaillée N°2
- Note bibliographique détaillée N°3
- Note bibliographique détaillée N°4
- Références bibliographiques complémentaires

L'EXPERIENCE AMERICAINE

- Introduction
- Note bibliographique détaillée N°1
- Note bibliographique détaillée N°2
- Note bibliographique détaillée N°3
- Références bibliographiques complémentaires

L'EXPERIENCE ISRA ELIENNE

- Introduction
- Note bibliographique détaillée N°1
- Références bibliographiques complémentaires

ANNEXE : BIBLIOGRAPHIE GENERALE

INTRODUCTION GENERALE

De très nombreux pays ont depuis quinze ans entrepris des études par sondage sur l'épargne des ménages (1). L'antériorité revient dans ce domaine aux Etats-Unis qui occupent en outre la première place par le nombre et l'importance des études entreprises. L'expérience acquise au Survey Research Center de l'Université de Michigan - organisme d'études qui a exécuté les enquêtes américaines pour le compte du Federal Reserve Board - fut transmise à l'Institut de Statistiques de l'Université d'Oxford qui lança, à partir de 1951, des enquêtes analogues, reprises à partir de 1955 par la Treasury. Successivement, le Dr JB. LANSING et M. L. KLEIN du Survey Research Center de Michigan, travaillèrent à l'Institut d'Oxford. En 1958 une enquête analogue fut entreprise en Israël sous les auspices de la Banque d'Israël, du Bureau Central de Statistiques et de l'Université. Un des responsables de cette enquête M. D. OTTENSOOSER avait auparavant suivi les expériences anglaises à l'Institut d'Oxford.

Dans les trois pays ces expériences ont été l'oeuvre conjointe des autorités monétaires et d'organismes universitaires. Le financement a parfois été d'abord entièrement philanthropique (Oxford), ou mixte (Etats-Unis).

Par ailleurs, sur les recommandations de l'E. C. A. F. E. (Economic Commission for Asia and the Far East), 7 pays de l'Extrême Orient ont réalisé des enquêtes sur l'épargne des ménages. Ce sont : l'Inde, Ceylan, la Malaisie, les Philippines, Formose, le Japon et la Corée du Sud.

Divers autres pays d'Europe ou d'Amérique Latine ont entrepris des travaux semblables.

(1) - Nous donnons en annexe une bibliographie de ces études. .../...

Dans tous les cas les pouvoirs publics ont jugé indispensable de s'associer à ces études et de les poursuivre éventuellement seuls dès la période de rodage terminée.

Une littérature très abondante décrit ces expériences. Il n'est pas encore possible de rendre compte de toutes les publications connues, mais la bibliographie générale donnée en annexe, sans être exhaustive, regroupe une grande partie des titres recensés.

Les expériences américaines, anglaises et israéliennes nous ont paru mériter une étude particulière. Nous présenterons, pour chacun des trois pays, des compte-rendus détaillés des ouvrages les plus typiques des travaux entrepris ou qui analysent le mieux les diverses enquêtes. Quelques notes d'introduction préfaceront ces études par pays.

Il convient, dans cette introduction générale, de résumer quinze années d'expérience dans trois pays (expériences confirmées par les études en cours dans de nombreux autres pays).

Les études entreprises ont toujours visé le double objectif d'améliorer l'estimation de l'épargne globale et de ses composantes, et d'analyser le comportement de l'épargnant.

En outre, grâce aux premières publications des chercheurs, on a pu sans cesse améliorer la méthodologie des enquêtes et en général celle des travaux sur l'épargne.

L'estimation de l'épargne globale

Malgré de nombreuses critiques formulées à l'égard des enquêtes épargne, il semble maintenant acquis qu'elles donnent une estimation de l'épargne globale qui est aussi bonne et pourrait sous certaines conditions être meilleure que celle qui se déduit par différence du compte d'affectation des ménages, même corrigée par les statistiques des opérations financières. Les conditions requises concernent essentiellement l'échantillonnage : l'épargne étant inégalement répartie dans la population l'erreur d'échantillonnage est importante et ne peut être réduite qu'en adoptant des taux de sondage croissant avec le revenu. L'expérience israélienne, comparée à l'anglaise, semble décisive à cet égard. La difficulté

.../...

consiste à trouver un indice de revenu dans la base de sondage pour pouvoir assurer cette sur-représentation des ménages à revenus élevés : le taux d'imposition à la contribution mobilière utilisé (en Angleterre et en Israël) n'est qu'un substitut imparfait. Une méthode plus efficace consisterait à tirer un très gros échantillon qui ne serait interrogé que sur ses caractéristiques socio-démographiques, son niveau (approximatif) de revenu, et le statut d'occupation de son logement (variable importante pour l'analyse de l'épargne). Une enquête approfondie serait alors faite dans un sous échantillon tiré de la population précédente et stratifié en fonction du revenu et du statut d'occupation.

L'analyse du comportement

Quelques constantes fondamentales ressortent des analyses menées dans les trois pays étudiés :

- taux d'épargne croissant avec le revenu mais avec une dispersion croissante autour de l'épargne moyenne à chaque niveau de revenu.
- taux d'épargne supérieur chez les indépendants (autofinancement) que chez les salariés.
- taux d'épargne plus élevé chez les candidats à la propriété du logement que chez les locataires.
- concurrence entre les placements liquides (comptes, dépôts, valeurs mobilières) et les achats de biens durables.
- existence d'un "cycle familial" de formation de l'épargne dont le taux tend à s'élever avec l'âge pendant la vie active, pour devenir négatif pendant la retraite.
- l'ensemble de ces études suggère le rôle joué par la constitution, le maintien ou la modification d'un patrimoine dans les décisions d'épargner, et l'importance des héritages dans ce processus. Aucune étude n'a encore réussi à préciser l'incidence de ces facteurs.
- les résultats déjà obtenus sont justiciables d'analyses économétriques poussées susceptibles de fonder des modèles prévisionnels du comportement des épargnants.

.../...

Méthodologie des enquêtes "épargne"

Les expériences faites aux U.S.A. sur un rythme annuel, puis trimestriel, en Grande Bretagne et en Israël avec une périodicité moindre ont élargi le champ des investigations par sondage. Elles ont montré, en effet, que les opérations d'épargne relevaient de l'observation par enquête au même titre que les opérations de consommation courante. Les enquêtes "épargne" sont entrées dans le domaine du possible, sans que les taux de refus et le coût de ces sondages bouleversent les normes admises.

Les expériences américaines, anglaises et israéliennes ont aussi mis en évidence quelques conditions nécessaires au succès de ces opérations : Taux de sondage diversifié, enquêteurs spécialisés, questionnaire assez lourd, contrôles de cohérence nombreux.

Des difficultés subsistent enfin, que les spécialistes de ces trois pays n'ont pas résolues mais qu'ils ont souvent analysées. Signalons, parmi les principales, celle qui concerne l'évaluation des patrimoines : Les spécialistes hésitent entre deux méthodes également imparfaites, celle de l'évaluation subjective, chaque enquêté indiquant lui-même un chiffre pour la valeur de chaque actif, et celle de l'évaluation objective fondée sur une description physique des actifs et une estimation a posteriori par expert. La première méthode offre les avantages de la simplicité, ce que ne fait pas la seconde. Celle-ci par contre offre l'avantage de fournir un système de références unique, qui seul permet les comparaisons entre ménages.

x

x x

L'EXPERIENCE ANGLAISE

INTRODUCTION

Des enquêtes sur l'épargne sont organisées au Royaume Uni depuis 1951. Cette année là une enquête pilote portant sur 400 unités de revenu était lancée par l'Institut de Statistiques de l'Université d'Oxford selon des méthodes et avec un questionnaire largement inspirés de ceux du Social Research Center de Michigan. Nous n'en donnerons pas de compte rendu dans les pages qui suivent. Nous analyserons en revanche les quatre enquêtes qu'elle permit de préparer. Celles-ci, dont les trois premières furent organisées par l'Institut d'Oxford (1952, 1953, 1954) la quatrième par le Central Statistical Office (1955) portèrent chacune sur 2.600 à 3.600 unités de revenu, représentant la population de l'ensemble de la Grande Bretagne. Elles analysèrent non seulement le revenu et l'épargne, selon les critères socio-économiques et démographiques habituels, mais également, à partir de 1953, la fortune et sa structure.

Les buts recherchés étaient nombreux.

En premier lieu figure la recherche d'une mesure directe de l'épargne des particuliers, saisie par différence avec une marge d'erreur considérable dans la comptabilité nationale britannique. Les enquêtes d'Oxford ont donné des estimations de la consommation globale toujours inférieures aux évaluations globales - une fois éliminées les différences conceptuelles des deux sources - mais dont l'approximation ne peut pas être considérée comme systématiquement plus mauvaise que celle des

.../...

comptes globaux (1). Toutefois, l'estimation des diverses composantes de l'épargne totale (épargne contractuelle, épargne liquide, autre) est souvent incompatible, quant à l'ordre de grandeur ou quant au signe avec les évaluations correspondantes tirées des statistiques des intermédiaires financières. Si les deux sources sont certes en cause, la principale origine de l'erreur doit cependant être dans les enquêtes.

Si les enquêtes d'Oxford ne permettent donc pas d'apporter une amélioration à l'estimation de l'épargne globale elles sont en revanche la seule source d'information sur la distribution de l'épargne et de la fortune, et permettent une analyse originale de la distribution des revenus par catégorie socio-professionnelle. La description détaillée de la formation de l'épargne en Grande Bretagne était en effet le deuxième but recherché par les auteurs de ces enquêtes et ici les résultats obtenus sont d'une extrême richesse. Ils recourent les conclusions des enquêtes américaines quant à la très forte propension à épargner des candidats à la propriété en matière de logement, ainsi que des entrepreneurs individuels pour l'autofinancement de leur entreprise. Les enquêtes d'Oxford révèlent en outre le caractère très dispersé et très dissymétrique de l'épargne (et beaucoup plus encore de la fortune) un très petit nombre d'épargnants massifs - en grande partie contrebalancés par un assez grand nombre de désépargnants moyennement trouvant finalement responsables de la majeure partie de l'épargne privée au cours d'une période. Parallèlement à la description des épargnants est menée celle des placements : certains sont très stables et croissants, l'épargne contractuelle (primes d'assurance, remboursements d'hypothèques), dont une partie même constitue un prélèvement obligatoire dès lors qu'on appartient à telle catégorie sociale ou branche d'activité (cotisations aux retraites de cadres). D'autres placements au contraire sont en revanche essentiellement instables (les avoirs liquides) et sont la principale source de désépargne.

.../...

(1) - Cf. Lansing et Lydall : "An Anglo American comparison of Personal Saving" in Bulletin of Oxford University, Institut of Statistics, Août 1960 (annexe II).

Un troisième motif des enquêtes répétées d'Oxford était de suivre l'évolution conjoncturelle des diverses grandeurs observées tant globalement qu'en ce qui concerne leur distribution. Les quatre enquêtes analysées ci-dessous n'ont pas donné de résultats très probants dans ce domaine. La principale raison semble avoir été qu'elles étaient encore très expérimentales et que des modifications assez sensibles ont été apportées en cours de route, notamment aux conditions du tirage de l'échantillon. En particulier une meilleure représentation des ménages à revenu élevé était recherchée conduisant à modifier la base de sondage de 1953 à 1954 et de nouveau en 1955 (une nouvelle base a été utilisée depuis, cf. infra).

Enfin dernier objet de ces enquêtes, fournir la matière à une analyse économétrique détaillée en vue de l'élaboration de modèles de la formation de l'épargne. Si deux études très poussées ont été faites (cf. FISHER : Exploration in Savings Behaviour, Oxford University Institute of Statistics, Bulletin Août 1956; L.R. KLEIN: The British propensity to save. Journal of the Royal Statistical Society Serie. A vol. 121 part 1.1958) elles n'en demeurent pas moins au stade de la recherche fondamentale et n'ont pas encore donné lieu à l'établissement de modèles prévisionnels permettant de fonder une politique à long terme. Elles indiquent clairement en tout cas qu'une telle évolution est dès à présent possible.

A partir de 1955 les travaux de l'Institut d'Oxford ont été repris par le Central Statistical Office du Treasury. De nouvelles enquêtes annuelles ont eu lieu depuis 1958-1959 sans donner lieu cependant à aucune publication. Deux raisons semblent pouvoir être avancées de cette remarquable discrétion.

La première est qu'une nouvelle base de sondage a été substituée aux deux bases successivement utilisées dans les enquêtes de 1952 à 1955 et qui permettaient assez médiocrement, de stratifier la population en fonction du revenu. La nouvelle base est constituée par les déclarations des revenus, en principe couvertes par le secret professionnel et dont l'utilisation à des fins d'enquête statistique doit être dissimulée.

.../...

La deuxième raison serait plutôt d'ordre politique : l'un des buts initiaux des enquêtes répétées d'Oxford sur les revenus et la fortune était de suivre l'évolution conjoncturelle des distributions de revenus analysés selon leur nature (revenus de travail, de capital, de l'entreprise, transferts sociaux) et suivant la catégorie socio-professionnelle. Les enquêtes actuelles sont encore la seule source qui permet une telle analyse : or une politique nationale des salaires étant récusée par les syndicats et le parti travailliste et une politique nationale des revenus (fondée sur la publication d'indice de revenu par nature) étant rejetée par les conservateurs, toute information sur ces éléments est effectivement neutralisée. Il n'en demeure pas moins hautement significatif que les services statistiques publics continuent d'établir de telles statistiques.

Nous citons dans les compte-rendus ci-dessous une enquête expérimentale faite dans le Comté de Cambridge en 1953-1954. Ses résultats corroborent étroitement ceux des enquêtes d'Oxford faites à la même époque mais son principal intérêt est méthodologique par les conclusions et recommandations que ses auteurs apportent pour améliorer la technique des enquêtes par sondage sur le revenu, la consommation et l'épargne. Si les auteurs des enquêtes d'Oxford et leurs successeurs de la Treasury ont surtout porté leur effort sur la stratification de l'échantillon, en vue d'assurer un taux de sondage nettement plus fort des ménages à revenu élevé, les responsables de l'enquête de Cambridge (sans négliger pour autant cet aspect) insistent à juste raison sur les améliorations à apporter dans le domaine de l'enregistrement (longueur de la période d'observation, cohérence des questionnaires). La principale conclusion à retirer de leur expérience est la nécessité de concevoir des questionnaires interrogeant les ménages sur toutes leurs recettes et toutes leurs dépenses.

Toutes ces enquêtes illustrent en définitive la possibilité d'effectuer des sondages à grande échelle auprès des particuliers, malgré la difficulté du sujet : le taux de réponses (questionnaires exploitables) varie entre 66 % et 75 % selon les enquêtes, taux qui peut être comparé à celui de 67 % obtenu dans l'enquête sur les budgets familiaux effectuée par le Ministère du Travail Britannique en 1953 auprès de 12.000 familles.

.../...

EXPERIENCE ANGLAISE - NOTE BIBLIOGRAPHIQUE N°1

ROYAUME UNI

Date : 1952 : Enquête auprès de 2.600 unités de revenu (1), préparée par une enquête pilote auprès de 400 unités de revenu à Oxford en 1951.

I - ORGANISATION

Conception et Direction de l'étude : M. HF. LYDALL de l'Institut de Statistique de l'Université d'Oxford.

Tirage de l'échantillon, interviews, chiffrement des questionnaires et mécanographie : Government Social Survey.

Financement de l'étude : Fondation Nuffield (Oxford)

II - CARACTERISTIQUES DE L'ETUDE

Période de références : année fiscale 1er avril 1951, 31 mars 1952, déroulement de l'enquête : avril-mai 1952.

Tirage et taille de l'échantillon : tirage à deux degrés.

.../...

(1) - L'unité de revenu est le centre de décision étudiée : il correspond au "noyau" (principal ou secondaire) dans un ménage et désigne tout adulte disposant de son revenu ou tout groupe d'adultes et d'enfants mettant leurs ressources en commun.

1°/ La Grande Bretagne comprend 1526 districts fiscaux pour l'établissement de la contribution mobilière (rating areas). Ils furent regroupés en 69 strates dont cinq consistaient chacune en une très grande agglomération. Les 64 autres groupes de districts furent stratifiés par région géographique, degré d'urbanisation et degré d'industrialisation. A l'intérieur de chaque strate un district fiscal fut tiré au sort, avec des chances de sortie proportionnelles à sa population.

2°/ Dans chaque district ainsi choisi une liste de logements fut tiré au sort avec des chances de sortie 5 fois supérieures pour les logements dont la contribution mobilière dépassait £ 30 par an (environ 13 % des logements de Grande Bretagne étaient dans ce cas). Cette méthode, inspirée des résultats de l'enquête pilote d'Oxford de 1951 était destinée à assurer une sur-représentation des ménages à revenus élevés; les résultats ne furent que partiellement satisfaisants car les logements fortement imposés, particulièrement dans les vieux quartiers des grandes villes, sont souvent partagés entre plusieurs ménages à revenus modestes.

Au total 2.600 unités de revenus furent tirées, soit un taux de sondage de 1 : 8.500.

Taux de réponse

Le taux de non réponse croît avec la taille de l'agglomération et le degré d'imposition du logement.

| Pourcentage de | Conurbations | Autres Villes | Communes rurales | Grande Bretagne |
|--|--------------|---------------|------------------|-----------------|
| Questionnaires exploitables | 66 | 77 | 86 | 75 |
| dont : Contribution mobilière < £ 30 | 69 | 80 | 87 | 78 |
| dont : Contribution mobilière > £ 30 | 56 | 60 | 70 | 59 |
| Refus | 22 | 16 | 8 | 16 |
| Autres motifs de non réponse (Absents, introuvés...) | 12 | 7 | 6 | 9 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 | 100 |

.../...

L'erreur d'échantillonnage est de l'ordre de 3 % pour le revenu total moyen, de 100 % pour l'épargne totale moyenne et de 11 % pour les avoirs liquides.

Questionnaire

Le questionnaire portait sur les points suivants :

- 1 - Le revenu brut de l'année écoulée avant impôt.
- 2 - Des renseignements sur la situation familiale de l'unité de revenu, visant à permettre le calcul de l'impôt et du revenu disponible au stade du chiffrage.
- 3 - L'épargne (désépargne) de l'année écoulée estimée à partir de questions sur les placements et investissements.
- 4 - Des questions sur les avoirs liquides et les achats de biens durables.
- 5 - Les données socio-démographiques habituelles.
- 6 - Des questions d'opinion sur la situation financière (évolution passée et prévue) de l'unité de revenu.

Définition de l'épargne

Définition formelle :

$$\underline{\text{Epargne}} = \text{Revenu} - \text{Impôts directs} - \text{Consommation.}$$

Ces termes ne pouvant être estimés avec précision l'égalité précédente est remplacée par son équivalent :

$$\underline{\text{Epargne}} = \text{Investissements} + \text{Placements} + \text{Prêts} - \text{Emprunts}$$

qui devient, compte tenu des mouvements de capitaux :

$$\underline{\text{Epargne}} = \text{Investissements} + \text{Placements} + \text{Prêts} - \text{Emprunts} + \text{Dons faits à autrui} - \text{Recettes en capital.}$$

.../...

L'épargne est elle-même subdivisée en trois catégories :

- L'épargne contractuelle : primes d'assurance-vie, retraite et capitalisation, remboursement d'hypothèque.
- L'épargne liquide : la variation positive ou négative (désépargne) des comptes et dépôts bancaires et en caisse d'épargne.
- L'épargne diverse : tous les autres placements et investissements (variation positive ou négative).

III - RESULTATS

Les résultats de l'enquête de 1952, la première du genre réalisée en Angleterre ont été exploités dans le double but d'estimer des quantités globales et d'expliquer la formation de l'épargne.

Nous renvoyons au compte rendu de l'enquête anglaise de 1955 pour une analyse de l'estimation des quantités globales.

La distribution des grandeurs étudiées

L'enquête met en évidence une distribution très inégale des revenus (avant et après l'impôt), de l'épargne et des avoirs liquides (tableau I) (voir page suivante).

.../...

TABLEAU 1

| Unités de revenu, selon le revenu | DISTRIBUTION DES GRANDEURS ETUDIÉES | | | | | | | |
|--|-------------------------------------|-------|----------------------|---------|-------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|
| | Pourcentage du total par décile | | | | | | | |
| | Revenu avant l'impôt | Impôt | Revenu disponible | Epargne | Biens durables | Autres dépenses | Consom- mation totale | Actifs liquides |
| Déciles: 1er | 30 | 62 | 25 | 225 | 36 | 23 | 23 | 75 |
| 2e | 14 | 10 | 15 | 20 | 17 | 15 | 15 | 15 |
| 3e | 12 | 7 | 13 | -13 | 13 | 13 | 13 | 5 |
| 4e | 10 | 5 | 11 | -13 | 12 | 11 | 11 | 3 |
| 5e | 9 | 4 | 10 | 4 | 7 | 10 | 10 | 1 |
| 6e | 8 | 5 | 8 | 3 | 5 | 8 | 8 | 1/2 |
| 7e | 7 | 4 | 7 | - 6 | 3 | 7 | 7 | 1/2 |
| 8e | 5 | 2 | 5 | -30 | 4 | 6 | 6 | - |
| 9e | 3 | 1 | 4 | -50 | 2 | 4 | 4 | - |
| 10e | 2 | - | 2 | -40 | 1 | 3 | 3 | - |

Les revenus : sont plus dispersés parmi les indépendants et les inactifs que parmi les cadres supérieurs et plus parmi ces derniers que parmi les employés et ouvriers. La fiscalité, fortement progressive, réduit l'inégalité de la distribution (cf. Tableau 1).

Les avoirs liquides : sont beaucoup plus inégalement distribués que les revenus (Tableau 1). Ils varient fortement avec l'âge (Tableau 2).

TABLEAU 2

Répartition des avoirs liquides, selon l'âge

Montant des avoirs liquides (en £)

| Age du chef de l'unité de revenu | Moyenne de l'ensemble de l'effectif | Moyenne des détenteurs seulement |
|----------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|
| 18-24 | 30 | 59 |
| 25-34 | 100 | 134 |
| 35-44 | 130 | 188 |
| 45-54 | 300 | 514 |
| 55-64 | 400 | 563 |
| 65 et plus | 300 | 500 |

L'ensemble du patrimoine : (avoirs liquides, portefeuille de valeurs mobilières, logement en propriété) : 27 % des unités de revenu possèdent soit leur logement, soit des avoirs liquides supérieurs à £ 500, soit des valeurs mobilières d'un montant supérieur à £ 500. 7,5 % de l'échantillon sont propriétaires de deux de ces éléments ; 1,5 % des trois éléments.

La répartition de l'épargne

L'épargne totale varie fortement selon le revenu, l'âge, la catégorie socio-professionnelle (Tableau 3). Toutefois la variance de l'épargne augmente beaucoup à mesure que le revenu s'élève : les catégories à revenus élevés ont fréquemment une désépargne très forte (rendue possible par la présence d'avoirs liquides importants).

.../...

TABLEAU 3

EPARGNE TOTALE (EN £) ANALYSEE PAR CRITERE

| Revenu | | Catégorie socio-professionnelle | | Age | |
|-------------------|-----------------|---------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|
| Tranche de revenu | Epargne moyenne | C. S. P. | Epargne moyenne | Tranche d'âge | Epargne moyenne |
| < £ 200 | - 16 | Indépendants | +136 | 18 - 24 ans | - |
| £ 200 - 399 | - 4 | Cadres supérieurs | + 7 | 25 - 34 ans | + 5 |
| £ 400 - £ 599 | - 2 | Employés | - 10 | 35 - 44 ans | - |
| £ 600 - £ 799 | + 5 | Ouvriers (profession.) | + 3 | 45 - 54 ans | +27 |
| £ 800 - £ 999 | + 41 | Manoeuvres | - 2 | 55 - 64 ans | + 7 |
| £ 1.000 - £ 1.499 | + 89 | Inactifs | - 21 | Plus de 65 | -19 |
| > £ 1.500 | +367 | | | | |
| <u>Ensemble :</u> | + 4 | <u>Ensemble :</u> | + 4 | <u>Ensemble :</u> | + 4 |

Cette désépargne serait souvent le fait des entrepreneurs individuels dont le revenu courant est très variable d'année en année, mais dont la consommation - ajustée à l'espérance de revenu de longue période - resterait assez stable. L'ajustement du revenu courant à la consommation se répercuterait sur l'épargne totale qui apparaîtrait ainsi comme un solde aussi bien empiriquement que conceptuellement.

La désépargne chez les inactifs et les personnes âgées (catégories se recouvrant partiellement) est rendue possible par la présence d'avoirs liquides importants (Tableau 2). Il s'agit ici du maintien du niveau de vie réel à une époque où le pouvoir d'achat des revenus fixes se dégradait rapidement sous l'effet de la dépréciation monétaire.

Les cadres supérieurs, à revenu égal, épargnent moins que les indépendants, d'une part parce qu'ils n'ont pas l'incitation à investir dans une entreprise personnelle qu'ont ces derniers, d'autre part parce qu'ils sont plus favorisés en héritages ou autres ressources exceptionnelles que les autres groupes (19 % étaient dans ce cas en 1952 contre 9 % pour le reste de la population) : les retraites de cette catégorie étant relativement avantageuses, les cadres supérieurs peuvent être tentés de profiter d'une rentrée exceptionnelle pour améliorer leur niveau de vie plutôt que de l'investir.

Enfin l'épargne et ses composantes ne sont pas indépendantes du statut d'occupation du logement (Tableau 4).

TABLEAU 4

Epargne (en £) en fonction du statut d'occupation

| STATUT | EPARGNE CONTRACTUELLE | | | | Variation d'avoirs liquides | Epargnes diverses | Epargne totale |
|---------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------------------|-------|-----------------------------------|----------------------|-------------------|
| | Assurance vie | Assurance retraite | Rembours- t d'hypothè- que | Total | | | |
| Proprié- taire : | | | | | | | |
| avec hypot. | +18 | +3 | +40 | +61 | -44 | + 6 | +23 |
| sans hypot. | +18 | +6 | - | +24 | -70 | +55 | + 9 |
| Locataire | +12 | +3 | - | +15 | - 8 | - 8 | - 1 |
| Autres | + 4 | +2 | - | + 6 | - 5 | + 4 | + 5 |

.../...

Détermination de l'épargne

Le taux de l'épargne ~~croît~~ avec le logarithme du revenu brut mais tend vers une limite comprise entre 10 % et 20 % de celui-ci. L'impôt sur le revenu très fortement progressif explique ce plafonnement. La relation : $\frac{E + \text{Impôt}}{R} = f(\log R)$ ne manifeste aucune tendance à la saturation et si

l'on ajoute la dépense de biens durables $\frac{E + I + \text{Biens durables}}{R} = f(\log R)$

l'ajustement se rapproche encore plus d'une droite.

L'effet déprimant de l'impôt sur l'épargne est confirmé par une comparaison avec les enquêtes épargne des Etats-Unis (où la progressivité de l'impôt est beaucoup moins forte qu'en Angleterre) : la relation : $\frac{E}{R} = f(\log \frac{R}{R})$ pour les Etats-Unis est située nettement au-dessous de la relation anglaise correspondante (1).

La relation entre l'épargne et le revenu disponible ne manifeste en revanche aucun effet de saturation. Mais, ici encore, le taux de l'épargne est plus élevé aux Etats-Unis qu'en Angleterre (cela s'expliquerait par une moins grande proportion d'inactifs et une plus grande proportion d'independants en Amérique); ces effets des structures socio-professionnelles sont renforcés par l'absence de Sécurité Sociale obligatoire aux U.S.A.

Le revenu est la variable déterminante pour la formation de l'épargne. Parmi les autres éléments figurent la présence d'avoirs liquides, qui libèrent les ménages de la contrainte du revenu courant (désépargne). Une corrélation négative (de l'ordre de - 0,3 à - 10,6 selon le niveau de revenu) apparaît également entre les placements et l'achat de biens durables, mettant en évidence un certain caractère de substitutalité entre ces deux emplois du revenu.

IV - BIBLIOGRAPHIE

HF. LYDALL British Incomes and Savings
Blackwell Oxford 1955.

(1) - La transformation des données permet une comparaison directe entre les deux pays sans utiliser des taux de change pour convertir les unités. .../...

EXPERIENCE ANGLAISE - NOTE BIBLIOGRAPHIQUE N° 2

ROYAUME UNI

Date : 1953 et 1954 : Enquêtes auprès de 3.700 et 3.800 unités de revenu respectivement.

I - ORGANISATION

Conception et direction : M. HF. LYDALL, T.P. HILL, L.R. KLEIN et R.H. STRAW de l'Institut de Statistique de l'Université d'Oxford.

Tirage de l'échantillon, interviews, chiffrement des questionnaires et mécanographie : Government Social Survey.

Financement des études : Fondation Nuffield (Oxford).

II - CARACTERISTIQUES DES ETUDES

Période de référence :

Années fiscales 1er avril 1952 - 31 mars 1953
et 1er avril 1953-31 mars 1954.

Déroulement de l'enquête : avril - juin 1953
avril - juin 1954

Tirage et taille de l'échantillon :

Enquête de 1953 : méthodes rigoureusement identiques à celles employées en 1952 (voir compte rendu bibliographique). Toutefois le taux de sondage des ménages à revenu élevé par rapport au taux appliqué aux ménages à faible revenu fut porté de 5 : 1 en 1952 à 8 : 1 en 1953.

.../...

Enquête de 1954 : quatre modifications furent apportées par rapport aux deux enquêtes précédentes :

1°/ Des quartiers de circonscription électorale furent substitués aux districts fiscaux comme unité géographique de base, parce que plus petits et homogènes et parce que fournissant des listes de noms au lieu de fournir des listes de logements.

2°/ La stratification par degré d'urbanisation distingue trois strates (très grandes villes, autres villes, communes rurales) au lieu de deux.

3°/ Le critère de sélection des ménages à revenu élevé fut l'aptitude à être juré, fondée sur la possession d'un bien immobilier ou foncier payant au moins £ 30 de contribution mobilière (ou £ 20 de contribution foncière). Ce critère remplaçait celui du taux d'imposition du logement dans les enquêtes précédentes qui ne permettait pas de discriminer complètement entre les ménages à revenu élevé et les autres.

4°/ La strate des ménages à revenu élevé fut sondée 10 fois plus que l'autre (au lieu de 5 et 8 fois plus dans les deux enquêtes précédentes). Le taux de sondage était de l'ordre de 1/6000.

Taux de réponse

Le taux de réponse fut plus faible en 1953 et 1954 qu'en 1952.

| Taux de réponses | 1952 | 1953 | 1954 |
|-----------------------------|-------|-------|-------|
| Questionnaires exploitables | 75,1 | 66,1 | 67,2 |
| Absents etc... | 10,9 | 11,1 | 11,3 |
| Refus | 12,9 | 21,9 | 21,3 |
| Questionnaires incohérents | 1,1 | 0,9 | 0,2 |
| Total : | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Cette baisse de rendement semble due pour l'essentiel à l'accroissement du taux de sondage des ménages à revenu élevé, où le taux de

.../...

refus est toujours notablement plus élevé. Malgré l'accroissement du taux de sondage de cette catégorie entre 1952 et 1953 les ménages à revenus élevés furent nettement sous-représentés en 1953, année dont les résultats sont de ce fait biaisés par défaut. L'enquête de 1954 donne des résultats beaucoup plus comparables à ceux de 1952.

Questionnaire

Le même qu'en 1952 (voir compte rendu bibliographique de cette enquête). Toutefois des questions furent rajoutées portant sur la valeur de l'actif net des ménages.

Définition de l'épargne

Comme en 1952 (voir compte rendu bibliographique de cette enquête).

III - RESULTATS

Comme pour l'enquête de 1952, les résultats des enquêtes de 1953 et 1954 furent principalement utilisés pour analyser la distribution des variables étudiées (y compris l'actif net, contrairement à 1952) et pour suivre leurs déformations d'année en année.

Les revenus

Les enquêtes renseignent sur la structure des ressources des unités de revenu (Tableau 1).

.../...

TABLEAU 1

Structure des Ressources

| | Fréquence des ménages recevant un revenu du type considéré - % - | | | Revenu moyen des bénéficiaires du revenu considéré - £ - | | |
|-------------------------------|--|------|------|--|-------|------|
| | 1952 | 1953 | 1954 | 1952 | 1953 | 1954 |
| Revenu du travail | 81 | 80 | 81 | 404 | 422 | 444 |
| Revenu d'entreprise (1) | (11) | (10) | 12 | (525) | (350) | 380 |
| Revenu du capital | 30 | 47 | 55 | 57 | 44 | 52 |
| Transferts sociaux | 43 | 50 | 53 | 57 | 69 | 67 |
| Revenu brut total | 100 | 100 | 100 | 424 | 434 | 477 |
| Revenu disponible après impôt | 100 | 100 | 100 | 367 | 392 | 429 |

Les distributions mettent en évidence un glissement de la population vers des tranches de revenus plus élevées (Tableau 2).

TABLEAU 2

Distributions de revenu : % des unités de revenu

| | 1952 | 1953 | 1954 |
|--------------------------|------|------|------|
| <u>Revenu du travail</u> | | | |
| £ 1 à £ 299 | 28 | 24 | 24 |
| £ 300 à £ 599 | 42 | 42 | 40 |
| £ 600 à £ 999 | 9 | 2 | 15 |
| Plus de £ 1000 | 2 | 2 | 2 |
| Pas de revenu du travail | 19 | 20 | 19 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 |
| Revenu moyen £ | 327 | 339 | 362 |
| <u>Revenu du capital</u> | | | |
| £ 1 à 49 | 25 | 39 | 47 |
| £ 50 à 499 | 4 | 7 | 4 |
| Plus de £ 500 | 1 | 1 | 1 |
| Pas de revenu de capital | 70 | 53 | 45 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 |
| Revenu moyen | 17 | 21 | 29 |

(1) - Des changements des méthodes d'observation et d'estimation des revenus des entrepreneurs individuels entre 1952 et 1953, d'une part, 1954 d'autre part, rendent difficilement comparables ces résultats.

Enfin non seulement les revenus se sont-ils élevés, avec un accroissement de la fréquence et du montant des revenus de capital, mais la dispersion des revenus s'est légèrement accrue : le rapport de l'écart interquartile à la médiane du revenu brut est passé de 0,83 en 1952 à 0,86 en 1954.

L'épargne

L'évolution des principales composantes de l'épargne et des achats de biens durables est analysée dans les Tableaux 3, 4 et 5.

TABLEAU 3
Variations de l'épargne liquide

| | Fréquence des unités de revenu (%) | | |
|---|------------------------------------|------|------|
| | 1952 | 1953 | 1954 |
| U.R. disposant d'avoirs liquides : | 68 | 67 | 69 |
| dont : Accroissement d'avoirs liquides : | | | |
| Plus de £ 20 | 9 | 11 | 14 |
| : £ 1 à £ 19 | 11 | 18 | 18 |
| Sans changement | 49 | 44 | 41 |
| Diminution d'avoirs liquides | | | |
| £ 1 à £ 19 | 9 | 7 | 9 |
| Plus de £ 20 | 19 | 18 | 16 |
| Non déclarés | 3 | 2 | 2 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 |
| Variation moyenne des avoirs liquides (£) | -17 | -15 | -11 |

.../...

TABLEAU 4

Répartition de l'épargne contractuelleFréquence des unités de revenu
(%)

| Epargne contractuelle | 1952 | 1953 | 1954 |
|---------------------------------|------|------|------|
| de £ 1 à £ 19 | 48 | 49 | 45 |
| de £ 20 à £ 49 | 17 | 19 | 20 |
| Plus de £ 50 | 9 | 7 | 10 |
| Pas d'épargne contractuelle | 26 | 25 | 25 |
| <u>Ensemble :</u> | 100 | 100 | 100 |
| Epargne contractuelle moyenne £ | +18 | +17 | +21 |

TABLEAU 5

Achats de biens durablesFréquence des unités de revenu ayant acheté
(%)

| Dépenses de biens durables | 1952 | 1953 | 1954 |
|----------------------------|------|------|------|
| de £ 1 à £ 49 | 8 | 9 | 10 |
| Plus de £ 50 | 13 | 14 | 18 |
| Pas d'achats | 79 | 77 | 73 |
| <u>Ensemble :</u> | 100 | 100 | 100 |
| Dépense moyenne £ | 18 | 23 | 23 |

.../...

Ces tableaux mettent en évidence la très grande stabilité de l'épargne contractuelle (primes d'assurance vie, retraite, capitalisation, cotisations à une caisse de cadres; remboursement d'hypothèques). Cette forme d'épargne fait plus que compenser des variations nettes d'avoirs liquides qui sont elles-mêmes la somme algébrique d'accroissements et de décroissements qui pour 10 % des titulaires de comptes portent (en + ou -) sur plus de £ 100 dans l'année.

La très grande sensibilité de cette forme de placements - comme des achats de biens durables qui concurrencent l'épargne - peut fortement modifier l'épargne moyenne de l'ensemble de la population dans une année donnée.

L'actif net. Montant et répartition

Les enquêtes de 1953 et 1954 furent les premières à comporter une analyse de la fortune des ménages. En moyenne il en ressort un actif net supérieur à deux années de revenu avant impôt. Cette moyenne est cependant peu significative car la fortune est beaucoup plus inégalement répartie que le revenu (Tableau 6).

TABLEAU 6
Répartition de l'actif net (en %)

| | Ensemble de la population | | Ménages ayant un actif net | |
|---------------------------------|---------------------------|------|----------------------------|------|
| | 1953 | 1954 | 1953 | 1954 |
| Passif | 12 | 13 | | |
| Actif net = 0 | 22 | 21 | | |
| Actif net inférieur à £ 99 | 23 | 21 | 1 | 1 |
| Actif net de £ 100 à £ 399 | 14 | 15 | 4 | 3 |
| Actif net de £ 400 à £ 999 | 9 | 10 | 7 | 6 |
| Actif net de £ 100 à 4999 | 14 | 15 | 39 | 31 |
| Actif net supérieur à £ 5000 | 3 | 5 | 49 | 59 |
| Non déclaré | 3 | - | - | - |
| <u>TOTAL</u> | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Valeur moyenne de l'actif net £ | 803 | 1105 | | |

.../...

Les deux enquêtes concordent quant à la fréquence des unités de revenu dont le bilan offre un solde net débiteur ou nul ($1/8^e$ et $1/5^e$ respectivement de la population). L'enquête de 1953 sous-estime probablement la fréquence des fortunes les plus importantes, du fait de la sous-représentation des ménages à revenu élevé; si l'on admet les résultats de l'enquête de 1954 il apparaîtrait que 5 % des ménages détiennent 60 % de la fortune totale du pays et 20 % en détiennent 90 %.

L'actif net - Structure

Le tableau 7 schématise la structure de patrimoine d'après les données de l'enquête de 1954.

TABLEAU 7
Structure du patrimoine (en % de l'actif brut)

| ACTIF | | PASSIF | |
|-------------------------------------|-----|---------------------------------------|---|
| Avoirs liquides | 21 | Découvert et crédit à la consommation | 1 |
| Valeurs mobilières | 21 | Dettes hypothécaires | 6 |
| Immeubles | 37 | | |
| Divers (dont voiture) | 3 | | |
| Valeur de l'entreprise individuelle | 18 | | |
| Actif brut | 100 | Total en % de l'actif brut | 7 |

Cette structure est néanmoins assez arbitraire : si les deux tiers des unités de revenu détiennent en effet des avoirs liquides, un cinquième seulement sont propriétaires de leur logement (1) et seulement 7 % ont un portefeuille de valeurs mobilières et 6 % possèdent une entreprise individuelle. Les valeurs mobilières sont de loin l'actif le plus inégalement

.../...

(1) - Si l'on élimine les unités de revenu secondaires (hébergées gratuitement ou non, dans le logement d'une unité de revenu primaire), on constate que les ménages (ou unités primaires) se répartissent entre propriétaires et locataires selon la proportion de $1/3 - 2/3$.

réparti dans la population : 0,1 % des unités de revenu détiennent 1/5^e du portefeuille total. La valeur des entreprises individuelles est un peu moins dispersée mais reste très dissymétrique : la valeur moyenne est plus de dix fois supérieure au mode (£ 2.800 contre £ 250).

IV - BIBLIOGRAPHIE

T.P. HILL : Incomes, Savings and Net Worth. The savings surveys of 1952-1954. Bulletin of the Oxford University Institute of Statistics, mai 1955.

Voir aussi :

T.P. HILL : L.R. KLEIN, R.H. STRAW : The savings survey 1953. Response rates and reliability of data. Bulletin of the Oxford University Institute of Statistics, février 1955.

L.R. KLEIN : Patterns of savings : The surveys of 1953 and 1954. Bulletin of the Oxford University Institute of Statistics, mai 1955.

R.H. STRAW : Consumers'net worth : the 1953 savings survey. Bulletin of the Oxford University of Statistics, février 1956.

.../...

EXPERIENCE ANGLAISE - NOTE BIBLIOGRAPHIQUE N° 3

ROYAUME UNI

Date : 1955 : Enquête auprès de 3.600 unités de revenu.

N.B. Cette enquête était la quatrième entreprise selon les mêmes méthodes depuis 1952.

I - ORGANISATION

Conception et direction de l'étude

MM. M.J. ERRITT et J.L. NICHOLSON de l'Office Central de Statistique, en collaboration avec l'Institut de Statistique de l'Université d'Oxford, responsables des enquêtes de 1952, 1953 et 1954.

Tirage de l'échantillon, interviews, chiffrement des questionnaires et mécanographie : Government Social Survey.

Financement de l'étude : Central Statistical Office et Treasury.

II - CARACTERISTIQUES DE L'ETUDE

Période de référence : année fiscale 1er avril 1954 - 31 mars 1955
déroulement de l'enquête : juin-juillet 1955.

Taille de l'échantillon : 3.200 logements ont été tirés au sort dans l'ensemble de la population de l'Angleterre, du Pays de Galles et d'Ecosse.

L'échantillon était tiré à deux degrés :

.../...

1°/ Tirage de secteurs géographiques, stratifiés selon le degré d'urbanisation, avec chances de sortie proportionnelles à la population;

2°/ Tirage aléatoire d'adresses dans les listes électorales avec un taux de sondage cinq fois plus fort pour les ménages à revenu élevé (définis soit par leur aptitude à être jurés, soit par le niveau d'imposition du logement à la contribution mobilière). Le taux de sondage d'ensemble était de 1 : 6.700.

L'échantillon était divisé en trois strates afin de vérifier si le taux des réponses variaient selon le nombre de personnes interrogées par ménage : dans la strate A tous les adultes des noyaux principal et secondaires d'un ménage étaient interrogés; dans la strate B, les adultes d'un seul noyau (principal ou secondaire) désignés par le sort étaient interrogés dans chaque ménage; dans la strate C, un seul adulte désigné par le sort, était interrogé par ménage.

Taux de réponse

| | Ménages à revenus élevés | | Ménages à faibles revenus | | Ensemble des ménages | |
|-------------------------------|--------------------------|------------------|---------------------------|------------------|--------------------------|------------------|
| | Unités de revenu tirées | Taux de réponses | Unités de revenu tirées | Taux de réponses | Unités de revenus tirées | Taux de réponses |
| Strate A | 625 | 61,1 | 732 | 67,5 | 1.357 | 66,6 |
| Strate B | 649 | 66,4 | 864 | 76,6 | 1.513 | 74,3 |
| Strate C | - | - | - | - | 750 | 71,1 |
| Ensemble des unités de revenu | - | - | - | - | 3.620 | 71,0 |

La différence entre les taux de réponse des strates A et B est statistiquement significative au seuil de probabilité de 1 %. En outre le taux de réponse des ménages à revenus élevés est significativement plus faible dans chaque strate que celui des ménages à revenus modestes.

.../...

L'erreur d'échantillonnage serait de l'ordre de 4 % pour le revenu moyen, de 10 % pour l'épargne contractuelle moyenne, de 50 % pour l'épargne totale moyenne et de 20 % pour les avoirs liquides moyens.

Questionnaire

Le questionnaire portait sur les points suivants :

1 - Le revenu brut avant impôt de l'année écoulée (pour le ménage, l'unité de revenu ou l'individu, selon la strate considérée).

2 - Des renseignements sur la situation familiale visant à permettre le calcul de l'impôt et donc du revenu disponible.

3 - L'épargne globale dans l'année écoulée estimée à partir de questions sur les placements et investissements.

4 - Des questions sur les avoirs liquides et les achats de biens durables.

5 - Les données socio-démographiques habituelles.

Définition de l'épargne :

La même que dans les enquêtes de 1952, 1953 et 1954. Voir compte rendu bibliographique de l'enquête de 1952.

III - RESULTATS

Les résultats de l'enquête de 1955 ont été exploités principalement à des fins de comparaison avec les données établies par la comptabilité nationale, contrairement aux trois enquêtes précédentes dont les résultats furent plutôt exploités pour l'analyse du comportement des épargnants. Ce changement d'optique correspond à la prise en charge des enquêtes d'Oxford par le Central Statistical Office préoccupé avant tout par le désir d'améliorer les estimations très médiocres de l'épargne et de ses composantes dans la comptabilité nationale britannique. Les auteurs de l'enquête de 1955 ont incorporé dans leur comparaison les résultats des trois enquêtes précédentes. La distribution de l'épargne est également étudiée, car

.../...

c'est la grande inégalité de cette distribution qui est la cause principale des divergences constatées entre les résultats des enquêtes et les données globales.

Les revenus

Le Tableau 1 compare les résultats des enquêtes épargne de 1952, 1953, 1954 et 1955 aux données de la comptabilité nationale anglaise. L'accord est excellent pour les salaires et traitements et les transferts sociaux, médiocre ou mauvais pour les revenus de la propriété et de l'entreprise.

TABLEAU 1

Revenus d'après les enquêtes épargne en % des données de la comptabilité nationale

| Nature des revenus | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 |
|--|------|------|------|------|
| 1 - Salaires et traitements | 98 | 97 | 98 | 98 |
| 2 - Revenus de l'entreprise individuelle | 98 | 65 | 84 | 54 |
| 3 - Loyers, intérêts et dividendes | 48 | 44 | 55 | 65 |
| 4 - Transferts sociaux | 88 | 106 | 98 | 96 |
| <u>Total :</u> | 93 | 88 | 92 | 90 |

La principale raison de la sous-estimation des revenus 2 et 3 est la sous-représentation dans l'échantillon des ménages à revenu élevé (leur taux de réponse est significativement plus faible que les autres) et des ménages d'indépendants. Cette sous-représentation influera constamment sur les autres résultats.

Les avoirs liquides

Le Tableau 2 compare les avoirs liquides tels qu'ils résultent des enquêtes épargne aux estimations tirées des bilans des institutions financières.

.../...

TABLEAU 2

Avoirs liquides d'après les enquêtes épargne en % des données des institutions financières :

| | Avril 1952 | Avril 1953 | Avril 1954 | Juin 1955 |
|---------------------------|------------|------------|------------|-----------|
| Total des avoirs liquides | 65 | 57 | 68 | 66 |

Les statistiques des institutions financières comprennent des avoirs non imputables aux ménages. Les données des enquêtes ont en revanche été redressées pour corriger les taux de refus plus importants parmi les ménages à revenus élevés. L'écart demeure appréciable entre les deux sources : en plus de la sous-représentation des ménages aisés il faut admettre une sous-déclaration des avoirs possédés par les ménages ayant répondu.

L'épargne

Le Tableau 3 compare l'épargne contractuelle estimée d'après les enquêtes et des sources extérieures.

TABLEAU 3

Epargne contractuelle d'après les enquêtes épargne en % des données des institutions financières :

| | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 |
|-----------------------|------|------|------|------|
| Epargne contractuelle | 105 | 100 | 98 | 93 |

L'accord entre les deux sources est bon (et compris dans l'erreur d'échantillonnage) mais l'expansion de cette forme de placement est moins rapide d'après les enquêtes que d'après les données globales. Il semble qu'ici encore la sous-représentation des indépendants soit en cause.

.../...

L'accord entre les deux sources pour l'épargne liquide et l'épargne diverse est très médiocre mais les écarts se compensant dans une très large mesure, l'épargne totale est très comparable selon les deux sources (Tableau 4).

TABLEAU 4

Epargne totale estimée d'après les enquêtes en % des données globales

| | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 |
|----------------|------|------|------|------|
| Epargne totale | 90 | 64 | 94 | 98 |

La distribution de l'épargne

La répartition de la population entre épargnants et désépargnants est assez constante dans le temps (Tableau 5). Les montants épargnés ou désépargnés aux extrémités de la distribution étant importants, une faible modification de la distribution des épargnants ou de celle des désépargnants peut avoir une importante répercussion sur l'épargne nationale.

La distribution du Tableau 5 est elle-même fonction du revenu des épargnants comme l'indique le Tableau 6 pour quelques niveaux de revenu (Tableaux 5 et 6 : voir page suivante).

.../...

TABLEAU 5

Distribution des épargnants en fonction du montant de leur épargne

| | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|
| Désépargne : | | | | |
| supérieure à £ 200 | 2,6 | 3,1 | 2,4 | 1,9 |
| de £ 50 à £ 199 | 7,8 | 7,9 | 7,6 | 9,6 |
| de £ 1 à £ 49 | 18,6 | 18,2 | 18,2 | 19,7 |
| Epargne nulle : | 13,3 | 11,1 | 11,9 | 9,3 |
| Epargne : | | | | |
| de £ 1 à £ 49 | 43,4 | 45,1 | 42,1 | 39,2 |
| de £ 50 à £ 199 | 8,9 | 10,4 | 12,8 | 13,4 |
| supérieure à £ 200 | 2,2 | 2,1 | 2,8 | 3,0 |
| Ne sait pas | 3,2 | 2,1 | 2,2 | 3,9 |
| | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

TABLEAU 6

Distribution des épargnants en fonction du montant de leur épargne et de leur revenu

| Epargne \ Revenu | £ 100 à | £ 500 à | £ 1000 à | £ 2000 et |
|--------------------|---------|---------|----------|-----------|
| | £ 199 | £ 599 | £ 1499 | plus |
| Désépargne : | | | | |
| supérieure à £ 200 | - | 2,1 | 7,4 | 3,2 |
| de £ 50 à £ 199 | 7,3 | 8,5 | 12,7 | 9,4 |
| de £ 1 à £ 49 | 22,5 | 18,5 | 7,9 | - |
| Epargne nulle : | 20,9 | 2,3 | 1,7 | - |
| Epargne : | | | | |
| de £ 1 à £ 49 | 45,0 | 48,6 | 10,3 | 1,1 |
| de £ 50 à £ 199 | 1,5 | 17,3 | 30,1 | 11,5 |
| supérieure à £ 200 | - | - | 21,1 | 51,8 |
| Ne sait pas | 2,8 | 2,7 | 8,8 | 23,0 |
| | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

.../...

Il résulte de ces analyses de distribution que la tranche de revenus la plus élevée, comprenant 1 % de la population forme chaque année plus de la moitié et parfois la totalité de l'épargne personnelle. Cette distribution très inégale - qui se retrouve pour les avoirs liquides - explique l'importance des erreurs d'échantillonnage obtenues pour certaines des grandeurs observées.

IV - BIBLIOGRAPHIE

M. J. ERRITT et J. L. NICHOLSON : The 1955 Savings Survey. Bulletin of the Oxford University Institute of Statistics, mai 1958.

Voir aussi :

R. H. STRAW : The Savings Surveys and Official Sources : A reconciliation of estimates of personal income. Bulletin of the Oxford University Institute of Statistics, août 1955.

.../...

EXPERIENCE ANGLAISE - NOTE BIBLIOGRAPHIQUE N°4

ROYAUME UNI

Date : 1953-1954 : Enquête auprès de 4.000 ménages dans le Comté de Cambridge. Enquête essentiellement expérimentale.

I - ORGANISATION

Conception et direction

Miss D. COLE et M. J. E. G. UTTING du Department of Applied Economics de l'University de Cambridge.

Tirage de l'échantillon, interviews, chiffrement des questionnaires et mécanographie : Department of Applied Economics, Cambridge.

Financement :

II - CARACTERISTIQUES DE L'ENQUETE

Période de référence : années 1953 -1954.
déroulement de l'enquête: avril 1953, avril 1954.

Tirage de l'échantillon : 4.000 logements tirés dans les listes des cotes mobilières avec des fractions de sondage variant entre communes rurales et urbaines et selon le montant de la contribution mobilière. Taux de sondage :

.../...

Communes urbaines ; contribution mobilière inférieure à £ 30: 6,7 %
 Communes urbaines ; contribution mobilière supérieure à £ 30: 13,3 %
 Communes urbaines ; contribution mobilière inférieure à £ 13: 6,7 %
 Communes urbaines ; contribution mobilière supérieure à £ 13: 20,0 %

Taux de réponse : 75 %

Questionnaire : L'objet de l'enquête, purement expérimentale, était de rassembler des informations sur les trois termes de l'égalité : Revenu = Consommation + épargne, afin d'étudier les phénomènes de sur - ou sous-estimation des grandeurs considérées (la sous-estimation classique étant le revenu par rapport à la dépense totale). Toutefois en raison des difficultés que l'on pouvait imaginer si des questions portant sur toutes les opérations étaient posées à chaque ménage, l'échantillon fut divisé en deux sous échantillons. Dans le premier, la consommation et le revenu étaient enregistrés, dans le second, la consommation et l'épargne.

Définition des grandeurs

Le revenu :

1°/ Ressources payées régulièrement par un tiers (salaires, traitements, intérêts dividendes et parts, transferts sociaux).

2°/ Revenus de l'entreprise individuelle.

L'épargne :

1°/ Epargne contractuelle (tous placements réguliers).

2°/ Autres placements et investissements.

La consommation : Toutes les dépenses classées selon leur périodicité approximative :

- Hebdomadaire pour l'alimentation.
- Mensuelle pour l'habillement et le textile.
- Trimestrielle pour le gaz, l'électricité, le charbon et le téléphone.
- Annuelle pour les autres dépenses (biens durables, loyers, etc...).

.../...

III - RESULTATS

L'objet de l'enquête était d'étudier la sur ou sous-estimation des revenus et des dépenses dans une enquête sur les budgets familiaux. Le Tableau 1 donne les résultats globaux.

TABLEAU 1
Résultats d'ensemble

| | £ | Erreur d'échantillonnage (%) |
|---|-------|------------------------------|
| Dépense | 647,4 | 4 |
| Impôt sur le revenu et cotisation de sécurité sociale | 60,2 | 7 |
| Epargne | 9,5 | 60 |
| | 717,1 | - |
| Revenu | 613,1 | 2 |
| Ecart | 104,0 | - |

Ce résultat moyen se retrouve à tous les niveaux de revenu. Les auteurs ont donc cherché à expliquer cette incohérence :

1°/ Comportement différent des deux sous-échantillons qui sont identiques quant à leur structure socio-démographique : l'hypothèse est à rejeter : les dépenses d'alimentation, d'assurance, de biens durables et la dépense totale ne sont pas significativement différentes entre les deux sous-échantillons.

2°/ Biais non statistiques : en période de hausse des prix et des revenus, les dépenses enregistrées sur période courte, puis extrapolées à l'année tendent à une surestimation de la dépense ; l'erreur ne doit pas beaucoup dépasser 1 %.

3°/ Télésopage du temps : les dépenses d'une période antérieure à la période de référence sont imputées à cette période.

.../...

Ces biais sont classiques dans les enquêtes, sans que l'on puisse généralement les rapporter à des postes précis. Les auteurs ont essayé de les quantifier en comparant les résultats de l'enquête d'une part, aux données globales, d'autre part aux résultats des enquêtes épargne d'Oxford de 1953-1954.

Compte tenu de la différence de structure économique entre le Comté de Cambridge et l'ensemble du Royaume les comparaisons effectuées suggèrent que les revenus sont sous-estimés d'environ 10 % sauf dans la tranche des revenus les plus élevés (plus de £ 1.560 de revenu annuel) où ils seraient sous-estimés de 20 %, la consommation globale serait surestimée de 5 %, mais compte tenu de la minoration (classique dans les enquêtes budgets de famille) des dépenses de tabac et d'alcool, la surestimation de l'ensemble des autres postes atteindrait 10 %.

La relation entre l'épargne et le revenu mise en évidence par l'enquête de Cambridge est identique à celle révélée par l'enquête d'Oxford de la même époque : en outre la valeur moyenne des trois composantes de l'épargne (contractuelle, liquide, autre) dans les deux enquêtes sont du même ordre de grandeur et de même signe.

Les auteurs concluent en suggérant qu'une plus grande attention soit consacrée dans les enquêtes budgets de famille, à éliminer les erreurs d'observation plutôt qu'à réduire les erreurs d'échantillonnage.

IV - BIBLIOGRAPHIE

Dorothy COLE et J. E. G. UTTING : Estimating Expenditure, Saving and income from households budgets. Journal of the Royal Statistical Society. Series A Part IV 1956.

Voir aussi :

COLE et UTTING. Journal of the Royal Statistical Society 1954.

.../...

L'EXPERIENCE AMERICAINE

INTRODUCTION

Les économistes et les statisticiens américains ont certainement été les premiers et pendant longtemps les seuls à étudier systématiquement les phénomènes d'épargne. Que l'impulsion ait été donnée par les autorités monétaires (Federal Reserve Board), par les responsables de la comptabilité nationale ou par les financiers privés, des travaux nombreux ont été menés à bien tant pour construire des séries temporelles que pour effectuer des observations microéconomiques (par sondage).

Dans une communication faite en 1959 devant l'Association américaine de Statistique, R.W. GOLDSMITH a énuméré les statistiques existant sur l'épargne. Il a recensé aussi (en plus des comptes nationaux détaillés) :

1°/ Des séries temporelles historiques de valeurs annuelles pour les diverses composantes de l'épargne nationale de 1897 à 1949 et de 1946 à 1956.

La première série a été établie sous la direction de GOLDSMITH lui-même. On en trouvera la référence et l'analyse ci-dessous, dans la note bibliographique n°1. La série la plus récente, établie par M. MENDELSON, a dû paraître dans un ouvrage du National Bureau of Economic Research, intitulé "Post war **capital** Market Study".

.../...

2°/ Des séries temporelles permanentes, établies chaque année de 1946 à 1952, et chaque trimestre de 1952 à aujourd'hui, par le Federal Reserve Board pour les principales formes d'épargne et de désépargne et pour 9 secteurs (On trouve notamment les chiffres de 1954 à 1958 regroupés dans le numéro d'août 1959 du F.R. Bulletin; les mêmes chiffres pour la période 1946-1959 ont dû paraître dans le même Bulletin en 1960).

Parallèlement la "Securities and Exchange Commission a établi une série d'estimations annuelles pour la période 1929-1946, trimestrielles depuis 1946, de l'épargne des ménages (entrepreneurs individuels compris).

3°/ Des sondages :

a) Enquêtes sur les budgets de famille en général

Quelques enquêtes à gros échantillon ont porté sur les budgets de famille et de ce fait, mais à titre accessoire, sur l'épargne des ménages. On dispose ainsi de données pour 1935-1936, 1950 et 1960.

b) Enquêtes Epargne

Depuis 1946, le Centre de Recherche par enquête de l'Université de Michigan produit chaque année et parfois plusieurs fois dans l'année des observations chiffrées sur les finances des ménages. On analysera ci-dessous cette série de travaux (cf. note bibliographique n°2).

Des chiffres sur l'épargne existent donc aux U.S.A. en grandes quantités et d'aucuns pourraient penser que les chercheurs ont devant eux plus de matière première qu'ils ne pourront en consommer. En fait les statisticiens ne se contentent pas des résultats acquis et, si l'on en juge toujours d'après les débats du congrès annuel de l'Association Américaine de Statistique de 1959, des exigences nouvelles ont été formulées quant à la qualité des chiffres et aux phénomènes observés. On a conseillé notamment d'orienter la collecte des statistiques sur l'épargne selon les principes suivants :

1 - La méthodologie des enquêtes épargne doit faire des progrès dans l'observation des budgets des ménages à hauts revenus et des ménages d'entrepreneurs individuels.

.../...

2 - Il faut recouper les résultats des enquêtes épargne à l'aide d'analyses par type de placement. Ces analyses pourront être menées à partir des informations déjà recueillies par les banques, les compagnies d'assurance et les autres organismes collecteurs sur leurs propres clients.

3 - L'intégration dans les comptes nationaux des données recueillies sur le terrain reste conditionnée par le développement de comptes patrimoniaux par secteurs. C'est le seul moyen de faire concorder - non sans difficultés conceptuelles et statistiques - les flux d'épargne et les variations d'actifs.

4 - R. GOLDSMITH a insisté particulièrement sur la nécessité d'étudier l'histoire des fortunes privées et en général le cycle de l'épargne par génération (life cycle of saving). On a constaté aux U.S.A. que 50 % seulement de la fortune nette des ménages était de l'épargne accumulée. Ce phénomène, qui ressort des statistiques sur agrégats, mériterait une étude microéconomique détaillée par groupes sociaux, qui suppose la répétition d'une enquête épargne à plusieurs années d'intervalle. Le projet est à l'étude.

5 - Enfin, la connaissance des comportements financiers ne relève pas seulement de l'économie quantitative, et l'on peut prévoir que les économistes devront bientôt faire appel aux psycho-sociologues pour développer en commun des recherches dont la problématique et les méthodes restent encore à définir.

.../...

EXPERIENCE AMERICAINE-NOTE BIBLIOGRAPHIQUE N° 1

"ETUDE DE L'EPARGNE AUX U.S.A."
par R.W. GOLDSMITH
H. MENDERSHAUSEN et D.S. BRADY

L'Association Américaine pour l'Assurance Vie ayant constitué un Fonds pour l'étude de l'épargne et du marché des capitaux, R.W. GOLDSMITH reçut la direction d'un programme de recherche visant à "établir une statistique complète de l'épargne aux U.S.A. dans la première moitié du XX^e siècle; analyser ensuite les processus de formation de cette épargne".

Les résultats de cette recherche sont contenus dans trois gros volumes parus en 1955 (t. I et II) et 1956 (t. III) sous le titre : "Une étude de l'épargne aux U.S.A." (Princeton University Press, New Jersey).

Des deux objectifs cités plus haut, au dire de l'auteur lui-même, seul le premier a été atteint. Le second a été poursuivi par quelques essais dont les compte rendus occupent une faible part du dernier volume. C'est donc principalement à des séries d'estimations annuelles de l'épargne et de ses composantes entre 1897 et 1949 que sont consacrés les volumineux tomes I et II, le III^e tome contenant quelques études particulières où les séries temporelles trouvent encore la plus grande place.

C'est dire que les 2.250 pages de ce monumental travail contiennent une somme de chiffres dont il est impossible de rendre compte. Nous indiquerons simplement les articulations principales de l'ouvrage et ses conclusions générales.

.../...

I - PLAN DE L'OUVRAGE

Le premier tome (1.100 pages) contient d'abord un résumé des principaux résultats, puis 550 tableaux d'estimations annuelles pour les diverses composantes de l'épargne nationale. Une bibliographie générale termine l'ouvrage.

Le deuxième tome (630 pages) rassemble des études méthodologiques. Le texte le plus important est consacré aux problèmes posés par "la mesure de l'épargne" en comptabilité nationale. Il contient à la fois les données théoriques et les aspects pratiques du travail. Il précise enfin les principales sources et la valeur des résultats.

Le troisième tome rassemble des études particulières. Deux d'entre elles sont consacrées à des estimations annuelles de la fortune nationale, selon des schémas comptables différents.

Ce tome devait en outre contenir "une analyse des processus de formation" de l'épargne. Ce travail n'a pu être mené jusqu'à son terme, mais l'ouvrage regroupe quelques études qui constituent autant de tentatives vers cet objectif. En conclusion, R. GOLDSMITH fait le point des recherches sur cette "fonction historique d'épargne". "On n'a trouvé, écrit-t-il, aucune formule qui s'accorde aux séries temporelles, à nos connaissances sur les comportements d'épargnants et à nos hypothèses théoriques, avec assez de netteté pour que l'existence d'une telle fonction soit indubitable. Mais, cet échec vient plus d'un manque d'intuition et de persévérance, ou des faiblesses des chiffres, que de l'inexistence d'une authentique fonction d'épargne".

Et l'auteur d'inviter les chercheurs à de nouveaux travaux qui, précise-t-il, seront longs et difficiles.

.../...

II - RESUME DES RESULTATS

A - Caractéristiques principales de l'épargne des U.S.A. au 20^e siècle

1°/ Le volume de l'épargne nationale (1) des U.S.A., calculé en prix courants, a augmenté de 7 % par an pendant les 50 premières années du siècle.

Si l'on veut tenir compte des variations des prix et de la population, on trouve que l'épargne réelle par tête croit au rythme de 1,75 % par an; ce taux correspond à un doublement tous les 40 ans environ.

2°/ Ces taux de croissance du 20^e siècle sont à peu près identiques à ceux du 19^e siècle. On note toutefois que le taux de croissance de l'épargne réelle par tête a **sans** doute atteint un maximum pendant la période 1870-1880. Il s'est établi ensuite à un niveau inférieur.

3°/ La variabilité de l'épargne est très forte, qu'on l'estime en valeurs absolues ou relatives. Au moins 25 fois au cours du demi siècle écoulé, l'épargne d'une année a augmenté ou baissé de 50 % par rapport à celle de l'année précédente. Ce changement est parfois plus violent encore pour certains groupes sociaux ou certaines formes d'épargne.

Ces variations à court terme suivent très exactement le calendrier des cycles de l'activité générale.

4°/ Il semble que s'ajoutent à ces fluctuations de court terme des cycles de trente ans dont l'amplitude serait plus faible que celle des cycles courts.

.../...

(1) - Les résultats présentés ici sont fondés sur une définition de l'épargne qui est propre aux comptes nationaux. Elle comprend les opérations sur biens durables de consommation, mais elle ne retient pas l'accumulation des biens durables servant à la défense nationale.

L'usure du capital est évaluée suivant le coût de remplacement. Il n'est pas tenu compte des gains et pertes en capital, qu'ils aient été réalisés ou non.

5°/ En année moyenne, deux ménages américains sur trois épargnent, tandis que le 3^e désépargne. Ce dernier se situe le plus souvent dans les classes de revenus les plus faibles; toutefois, même dans le décile supérieur de l'échelle des revenus, 12,5 % des ménages ont une épargne nulle ou négative (ce fait doit être rapproché de la brève durée de vie - 3 à 5 ans - que les entreprises individuelles américaines ont en moyenne: beaucoup d'entre elles doivent désépargner avant de disparaître).

Il faut noter que, le tiers ou la moitié (selon la conjoncture) des entreprises en sociétés désépargnent également.

B - Le taux d'épargne

1°/ De 1897 à 1949, les ménages ont épargné en moyenne un peu moins de 12,5 % de leur revenu. Cette moyenne est fortement influencée par le taux élevé des années de guerre. Si l'on exclut à la fois les deux guerres et la grande crise (1930-1933), on trouve pour les années "normales" un taux de 11 % environ.

Dans le calcul de ce taux, l'épargne comprend les achats de biens durables. Si on exclut ces derniers, le taux moyen pour les ménages laisse à 8 % pour les périodes "normales".

2°/ A long terme, ce taux d'épargne des ménages paraît stable si l'on y inclut les biens durables, et légèrement déclinant dans le cas contraire.

3°/ De fortes différences existent entre les propensions à épargner des divers groupes sociaux.

Pour les ménages, cette propension semble liée directement au revenu (avant ou après impôt), avec lequel elle croît très nettement. Toutefois, à l'intérieur d'une classe de revenus donnée, pour une époque donnée, on constate encore de fortes variations du taux d'épargne qui traduisent à la fois des phénomènes aléatoires et des influences précises comme celle de l'âge, du statut d'occupation du logement et de la fortune.

.../...

Pour les Sociétés, la part du revenu disponible non distribuée s'élevait en moyenne à 30 % avant 1929. Après une baisse due à la crise de 1930, ce taux s'est établi autour de 40 % (Ce chiffre est inférieur à ceux qui sont généralement publiés par les sociétés. La différence réside dans les règles comptables. Pour R. GOLDSMITH et les comptables nationaux, les gains ou pertes sur inventaires ne sont pas prises en compte et l'usure du capital est évaluée à coût de remplacement et non au coût initial).

Pour l'Etat (fédéral et local), son épargne, c'est-à-dire l'excès de ses ressources sur ses dépenses courantes, représente environ 10 % des premières, pour l'ensemble de la période, mais seulement 5 % depuis la 2ème guerre mondiale.

C - Composition de l'épargne des ménages

Si on divise l'épargne en deux catégories, celle qui se place en biens matériels et celle qui se place en actifs incorporels, on voit que la première catégorie représente une part croissante qui entre 1897 et 1949 passe de 49,6 % à 67,2 % de l'épargne totale des ménages. Cette croissance vient directement des biens durables qui représentent 13,4 % au début du siècle et 35,7 % à la fin de la période.

En revanche, les actifs incorporels passent de 80 % à 69,5 %. Cette baisse globale cache en réalité deux phénomènes contraires : Une croissance très forte des épargnes contractuelles déposées entre les mains d'institutions publiques et privées de prévoyance et de capitalisation (assurance vie et autres) - leur part est multipliée par 5 - et une baisse des placements en valeurs mobilières, qui de 25 % passent à 6 %.

Il faut noter enfin la croissance de l'endettement qui passe de 30 % à 37 % du total de l'épargne. Cet accroissement est dû essentiellement à la multiplication par 4 de la part des hypothèques sur le logement et par 5 de la part des dettes sur dépenses de consommation.

D- Etude d'une fonction d'épargne

R. GOLDSMITH a cherché s'il existait une formule algébrique susceptible de relier le volume de l'épargne à quelques variables explicatives, dans le long terme. On a vu précédemment (cf. page 43) que R. GOLDSMITH lui-même se déclarait insatisfait des résultats de ses recherches. Ils méritent toutefois d'être brièvement rapportés.

.../...

On a essayé de relier le volume annuel de l'épargne des ménages à leur revenu disponible par une fonction simple du type :

$$S = a(Y - b) \text{ ou } S = \text{l'épargne (biens durables compris)}$$

Y = le revenu disponible

a = la propension marginale à épargner

b = la valeur du revenu pour lequel l'épargne est nulle.

On a calculé des droites de régression pour des périodes décennales et pour l'ensemble du demi-siècle. L'ajustement n'est pas excellent, mais il permet les remarques suivantes :

1°/ Les variations du revenu courant parviennent à expliquer plus des 2/3 des variations annuelles de l'épargne courante. Cette proportion baisse si on opère en valeurs constantes et par tête.

2°/ La valeur de b augmente de période en période, du moins jusqu'à la fin du second après-guerre. Le déplacement des courbes vers la droite traduit un relèvement du niveau de revenu qui correspond à une épargne nulle. Comme on constate le phénomène dans les calculs en valeur constante, il ne s'agit pas d'un effet de la dépréciation monétaire. On doit plutôt en chercher la cause dans le développement de la propension à s'endetter à tous les niveaux de revenus. En tous cas, si on introduit le temps comme une variable indépendante dans l'équation, on constate que la fonction rend compte des 7/8 des variations de l'épargne en valeurs constantes et par tête, pour l'ensemble de la période.

3°/ La pente des droites tend à baisser. Son maximum correspond aux années 1930-1940. Au reste, il faut se garder de considérer comme une donnée structurelle ayant une valeur opératoire, la pente de la droite ajustée sur l'ensemble de la période. Extrapoler cette propension à épargner serait commettre une grave erreur (par défaut). Elle traduit en effet la combinaison de propensions propres à chaque décennie, qui sont liées, semble-t-il, à la valeur de chaque point "zéro" (b).

.../...

4°/ Plutôt qu'une formule semblable à celle qu'il a testée, GOLDSMITH conseille en conclusion d'étudier une fonction où la variable dépendante serait le taux d'épargne, où les variables explicatives seraient un facteur cyclique comme le taux d'emploi (rapport entre le niveau réel d'emploi et le plein emploi théorique) et d'autres facteurs comme les revenus les plus élevés perçus précédemment par le ménage et les actifs liquides. En outre, l'auteur suppose que l'économétrie de l'épargne connaîtrait plus de succès si on abandonnait le plan des agrégats et si on différenciait les problèmes selon les groupes sociaux et les formes d'épargne.

Enfin, pour expliquer l'apparente contradiction entre les élasticités épargne-revenu pour le court et le long terme (les premières sont supérieures à 1, les secondes sont inférieures à 1) GOLDSMITH suggère de faire appel à la théorie du "revenu relatif", formulée par DUESENBERY en 1949 et reprise dans le corps de cet ouvrage par D.S. BRADY.

Principales conclusions

1°/ L'épargne des ménages et l'épargne nationale s'établissent de manière stable, dans le long terme, à un niveau qui se situe à 12 % du revenu correspondant, pour l'une, à 14 % pour l'autre.

2°/ D'une année sur l'autre, l'épargne totale subit de fortes variations liées au cycle des affaires; ces variations dépendent principalement de celles des revenus, mais quelle que soit cette dépendance, et quelle que soit la conjoncture, l'épargne conserve une forte autonomie vis-à-vis de tout autre phénomène économique.

3°/ L'épargne se montre très insensible à une baisse progressive et prolongée du pouvoir d'achat. Il semble que règne une "illusion monétaire". Tant que l'inflation est maintenue dans certaines limites, l'épargne est déterminée dans une forte mesure par le niveau et les changements des revenus nominaux et non par les fluctuations en valeurs réelles.

4°/ On constate la stabilité du rapport entre épargne des ménages et épargne des entreprises non individuelles. La première représente environ 4 fois la seconde.

.../...

5°/ La croissance de l'épargne publique est nette à partir des années 1930, surtout si on y inclut les variations des actifs de la sécurité sociale et des fonds assimilables.

6°/ L'épargne des ménages est fortement concentrée dans les classes de revenus et de fortune les plus élevées. Toutefois, cette concentration a diminué à partir des années 1920.

7°/ L'épargne des ménages s'investit, selon une proportion croissante, en biens durables domestiques.

8°/ De même, une part croissante de l'épargne des ménages est contractuelle, voire forcée, et confiée à des institutions financières.

9°/ Net déclin (en proportion) des placements qui opèrent un transfert direct de capitaux des épargnants aux investisseurs. Ceci concerne surtout l'épargne confiée aux entreprises non financières contre remise d'obligations ou d'actions.

10°/ L'épargne privée qui s'exporte reste proportionnellement faible.

III - BIBLIOGRAPHIE

J.N. MORGAN : Goldsmith's study of United States Saving in American Economic Review, juin 1956.

.../...

EXPERIENCE AMERICAINE - NOTE BIBLIOGRAPHIQUE N°2

ENQUETES DU "SURVEY RESEARCH CENTER" DE
L'UNIVERSITE DE MICHIGAN (U.S.A.)

Dates : 1945 à 1961. Série d'enquêtes d'abord annuelles puis trimestrielles, sur le patrimoine, les opérations financières et les intentions d'achat des ménages.

I - ORGANISATION

En 1944, un groupe de chercheurs du ministère de l'Agriculture, sous la direction de Rensis LIKERT, définit un programme d'enquêtes par sondage sur les comportements financiers des ménages. En 1945, autour d'une enquête pilote s'organise la collaboration entre le Bureau des Gouverneurs du Federal Reserve System et le groupe des chercheurs, qui fondent en 1946 à l'Université de Michigan l'Institut de Recherche Sociologique (I.S.R.). A partir de 1947 et jusqu'en 1960, une division de cet institut, le Centre de Recherche par Enquête (S.R.C.) va exécuter chaque année une ou plusieurs enquêtes, selon un programme défini et financé par le Bureau des Gouverneurs du F.R.S.

Pendant ces 13 années les responsables sont, pour le F.R.S., Ralph YOUNG et H. JONES, et au S.R.C., G. KATONA, J.B. LANSING et J.K. DENT.

En 1960, le S.R.C. prend plus d'indépendance vis-à-vis du F.R.S. tant pour son financement que pour la définition du programme. Cette transformation des rapports entre chercheurs et maître d'oeuvre traduit une orientation nouvelle des recherches : Celles-ci intégreront plus qu'auparavant les préoccupations des entrepreneurs privés (étude du marché

.../...

des biens durables, par exemple). En outre les résultats doivent être plus largement diffusés auprès des chercheurs universitaires. Une donation faite par la Fondation Ford a permis cette orientation nouvelle du S.R.C.

Il semble que l'Administration Américaine n'ait pas renoncé à diriger son propre programme d'études : le F.R.S. notamment aurait prévu, en liaison avec le Service officiel de Statistique (Bureau of the Census) des enquêtes périodiques sur les intentions d'achat des consommateurs.

Depuis 1960, les responsables du programme de recherche sur les comportements économiques sont au S.R.C., G. KATONA (directeur du programme), J. MORGAN, J. LANSING et Eva MUELLER.

II - METHODOLOGIE

1°/ Les échantillons

Chaque enquête annuelle porte sur un échantillon de 3,000 unités d'habitation, correspondant à environ 3,510 "unités de dépense".

Leur choix se fait par tirage aléatoire en grappes et à plusieurs degrés: la population de base au premier degré est constituée par les 12 plus grandes zones urbaines et 54 groupes (ou strates) rassemblant les 3,000 comtés non compris dans les 12 zones urbaines; la stratification est faite en fonction de la population, du degré d'industrialisation, du pourcentage de population blanche, de la taille des exploitations agricoles, et des souscriptions aux emprunts publics. Dans chaque strate, un comté est tiré avec une probabilité de sortie proportionnelle à sa population. Les comtés tirés sont ensuite subdivisés en unités de sondage secondaires parmi lesquelles on opère un second tirage, qui produit une liste de groupes d'immeubles (dans les villes) et de petites zones rurales.

Chaque enquêteur se voit alors affecter une zone rurale ou un groupe d'immeubles dont il recense toutes les unités d'habitation. Les enquêtés sont finalement choisis par tirage sur la liste de toutes les unités d'habitation ainsi recensées.

.../...

Jusqu'à 1959, on a opéré une sur-représentation des groupes sociaux à haut niveau de revenus. La position de chaque ménage dans l'échelle des revenus n'était pas connue, mais on a fait l'hypothèse qu'on pourrait utiliser le loyer payé comme indicateur du niveau des revenus. Pour les grandes villes, les recensements donnaient le loyer moyen par groupe d'immeubles. Pour les autres zones de sondage, chaque enquêteur a été prié d'estimer les loyers payés dans le groupe d'immeubles où il devait recenser les unités d'habitation.

Un échantillon nouveau a été tiré pour chacune des enquêtes annuelles. Afin d'éviter d'avoir à remplacer les enquêtés défailants, on a choisi un taux de sondage assez élevé pour obtenir approximativement le nombre de réponses désiré.

Le tableau ci-dessous indique la composition des échantillons tirés pour différentes années. On remarquera que la proportion des unités secondaires (1) de dépenses baisse de 1947 à 1960. Ce phénomène résulte peut-être d'une diminution des cohabitations qu'avait imposées la rareté des logements.

.../...

(1) - L'échantillon étant constitué par des logements, les organisateurs de l'enquête demandent aux enquêteurs de séparer les diverses unités de dépenses qui peuvent exister au sein d'un même logement. On appelle "Unité de dépense" les membres d'un foyer qui vivent ensemble, mettent en commun leurs ressources pour effectuer leurs principales dépenses. Il peut se faire que certaines personnes, vivant dans le logement, aient certaines ressources et certaines dépenses séparées. Elles constituent alors une unité "secondaire" de dépense.

Composition des ménages enquêtés

| Composition | ANNÉES | | | | | | | |
|-------------------------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | 1947 | 1950 | 1953 | 1956 | 1957 | 1958 | 1959 | 1960 |
| En nombre | | | | | | | | |
| Unités pri- maires | 2.622 | 2.939 | 2.663 | 2.672 | 2.726 | 2.765 | 2.790 | 2.708 |
| Unités se- condaires | 436 | 573 | 434 | 342 | 315 | 352 | 310 | 264 |
| Total | 3.058 | 3.512 | 3.097 | 3.014 | 3.041 | 3.117 | 3.100 | 2.972 |
| En % | | | | | | | | |
| Unités pri- maires | 83,5 | 82,5 | 85,7 | 88,6 | 88,3 | 88,5 | 89,9 | 91,4 |
| Unités se- condaires | 16,5 | 17,5 | 14,3 | 11,4 | 11,7 | 11,5 | 10,1 | 8,6 |

La répartition des enquêtes selon la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage est indiquée par le tableau ci-dessous pour l'année 1950. Les autres années donnent des chiffres semblables. On notera le pourcentage des entrepreneurs individuels et celui des professions libérales qui paraissent faibles, eu égard à l'importance de l'épargne de ces groupes sociaux.

On peut faire la même remarque pour les exploitants agricoles.

... /...

Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage

(enquête de 1950)

| | Effectifs | En % |
|---|--------------|------------|
| Professions libérales | 245 | 7 |
| Cadres supérieurs et Entrepreneurs individuels | 420 | 12 |
| Employés, cadres moyens | 455 | 13 |
| Ouvriers qualifiés ou semi-qualifiés | 945 | 27 |
| Manoeuvres et domestiques | 420 | 12 |
| Armée, Police (1) | 70 | 2 |
| Sans emploi | 245 | 7 |
| Exploitants agricoles | 315 | 9 |
| Retraités | 175 | 5 |
| Etudiants | 70 | 2 |
| Femmes au foyer | 140 | 4 |
| Non précisé | } | } |
| Total | 3,500 | 100 |

.../...

(1) - Seuls les militaires vivant dans un foyer privé sont touchés par l'enquête, ceux qui vivent en caserne sont hors du champ.

2°/ Le questionnaire

Les questions posées portent sur des faits, des opinions et des intentions. Les trois types de question sont mêlés tout au long du questionnaire dont le plan est le suivant (enquête de 1960) :

Composition du ménage :

- Partie A Opinions générales sur la conjoncture économique dans le pays et dans le ménage.
- Partie B Habitation : Statut d'occupation, valeur, description, endettement hypothécaire, intentions d'achat, dépenses de l'année, dettes correspondantes, prévisions de dépenses.
- Partie C Automobiles : Nombre, conditions d'achat, de paiement, intentions d'achat, opinion sur les modèles.
- Partie D Autres biens durables : Achats de l'année, conditions de paiement, intentions d'achat.
- Partie E Autres dettes contractées pour le logement.
- Partie F Profession : Durée du travail dans l'année - Revenus du ménage - Valeur des entreprises individuelles, bénéfice annuel, prélèvement fait par le ménage, investissements faits dans l'entreprise.
- Partie G Autres avoirs : Versement de l'année pour une assurance-vie, valeur du portefeuille, des autres avoirs immobiliers, des dépôts et comptes en banque.
- Partie H Caractéristiques du ménage : nombre d'enfants, niveau d'instruction, appartenance syndicale,...

Ce questionnaire n'est pas exhaustif tant pour la composition du patrimoine que pour le montant des opérations faites pendant une année. De l'aveu des organisateurs eux-mêmes, leurs ambitions se sont limitées

.../...

aux domaines où ils prévoient des réponses faciles (1). En outre l'étude des opinions ou des intentions a été limitée par principe aux domaines faisant l'objet de décision réfléchie. C'est en application de cette idée que les dépenses courantes de consommation (alimentation, vêtement) ne sont pas couvertes par le questionnaire, quelle que soit leur part dans le budget familial. L'achat de biens durables et les placements, au contraire, sont supposés résulter de décisions réfléchies et en tant que tels occupent l'essentiel du questionnaire. Mais toutes les formes de placements ne sont pas prises en compte. Il n'y a en effet aucune question sur les avoirs en espèces et les parts de fonds de placements ou de capitalisation (trust funds). De même, il manque les opérations sur valeurs mobilières faites pendant l'année.

Il faut aussi noter le caractère global des questions. Par exemple, en une ligne, on demandera :

"Quelles ont été les recettes de votre exploitation agricole pendant l'année ?" ou encore "Quel est le montant des investissements que vous avez fait pour votre entreprise pendant l'année ?". Cette technique, si elle réduit la valeur des renseignements recueillis, permet d'avoir un questionnaire qui paraît facile à lire, léger à manier. Cette impression est renforcée par le style direct et personnel des questions; l'enquêteur doit d'ailleurs reprendre mot pour mot le texte des questions.

Les questions d'opinions occupent une grande place et sont fort détaillées. Il en va de même pour celles qui visent les intentions d'achat ou de placement.

Au total, aucun budget annuel ni aucun bilan du ménage ne peut être construit à partir du questionnaire même le mieux rempli. L'optique comptable (qu'il s'agisse de comptabilité économique ou autre) est étrangère à ces études qui visent surtout à suivre l'évolution de la conjoncture et les variations de quelques postes considérés comme représentatifs de l'ensemble du budget d'un ménage.

.../...

(1) - En particulier, la valeur exacte des principaux actifs n'est pas demandée. On demande seulement de situer cette valeur sur une échelle d'ordres de grandeur.

3°/ Réalisation de l'enquête

Pour ses divers travaux, le S.R.C. entretient un réseau d'enquêteurs (1). 165 d'entre eux ont travaillé aux enquêtes sur l'épargne. Après une sélection sévère, ils reçoivent une formation spéciale portant à la fois sur les techniques de l'enquête d'opinion et sur les problèmes financiers. Une équipe de contrôleurs itinérants coordonne et surveille le travail des enquêteurs sur le terrain.

Chaque interview durait en moyenne 1 heure. Chaque visite d'enquêteur était annoncée par une lettre du S.R.C.

Après un premier contrôle des renseignements recueillis (contrôle fait au Bureau Central du S.R.C.), une deuxième visite peut être nécessaire. Ce fut le cas en 1950 pour 5 % des questionnaires.

4°/ Exploitation des questionnaires

a - Un premier contrôle de l'information se fait questionnaire par questionnaire et porte sur la cohérence interne des réponses. On vérifie par exemple, que le prix d'un achat correspond bien à la somme versée et à celle qui éventuellement reste due. En outre, on estime certaines grandeurs telles que le montant des impôts payés et on calcule les agrégats tels que le montant de l'épargne, le passif, le revenu annuel, etc...

b/ Puis on procède à la codification pour les réponses non chiffrées. Cette opération fait l'objet de nombreux contrôles, notamment par double codage.

c/ On transfère enfin les informations sur cartes perforées. On établit deux séries de cartes. La première contient des données classées par unité de dépense, la seconde des données par famille. En général les informations présentées par unités de dépense sont les plus sûres.

.../...

(1) - Il s'agit de travailleurs à temps partiel. Les 2/3 sont des femmes et les 4/5 ont une instruction secondaire. En majorité ce sont des instituteurs, des étudiants ou des ménagères (30 à 45 ans).

5°/ Produits des enquêtes

Le rendement de ces enquêtes paraît assez satisfaisant, eu égard à leurs objectifs. Le taux de réponse (i.e, le rapport entre le nombre de questionnaires exploitables et celui des unités de dépenses qu'il aurait fallu interviewer) s'établit en général autour de 85 %. Les 15 % de déchets sont dûs pour moitié aux refus, pour moitié aux contacts non établis.

La qualité des informations est variable selon les postes et dépend d'abord des erreurs d'observation. Le défaut de mémoire ou parfois le refus de communication font que les espèces détenues, par exemple, sont mal connues; il en est de même pour les revenus qui sont sans doute sous estimés de 10 %. Toutefois, ces erreurs d'observation seraient constantes et n'affecteraient pas la comparabilité des résultats dans le temps.

Les erreurs d'échantillonnage sont plus gênantes sur ce plan. Elles diffèrent assez sensiblement d'une enquête à l'autre et d'une grandeur à l'autre. Les variables les plus incertaines sont les valeurs moyennes du revenu, de l'épargne, des actifs liquides, et les valeurs des agrégats incluant ces moyennes. Les valeurs extrêmes affectent ces moyennes de grandes erreurs d'échantillonnage.

La somme des informations ainsi recueillies constituent un stock de matière première pour les chercheurs, qui ont la possibilité de demander au S.R.C. de disposer des cartes perforées aux fins d'analyse statistique et économétrique.

III - RESULTATS GENERAUX

De nombreux chercheurs ont analysé les informations rassemblées par le S.R.C. Il ne peut être rendu compte ici de tous ces travaux, mais à titre d'exemple, on va rapporter les résultats acquis dans trois domaines différents :

Au premier chef, les enquêtes-épargne ont servi à connaître la conjoncture économique et les fluctuations de certaines demandes.

En second lieu, ces enquêtes ont permis d'acquérir des informations nouvelles sur la distribution des revenus et de certains avoirs.

.../...

Enfin, ce stock de données chiffrées a servi de base pour la construction de modèles prévisionnels fondés sur une ou plusieurs "fonctions d'épargne".

A - Observation de la conjoncture

L'enquête annuelle du S.R.C. apporte une des bases statistiques sur lesquelles est construit le budget économique annexé au rapport du Président des U.S.A. sur l'Etat de l'Union.

Le F.R. Board y trouve en effet des informations rapides sur la variation des revenus (par tranche), sur l'évolution des avoirs mobilisables à court terme (liquid assets), leur répartition par tranche de revenus, par catégorie socio-professionnelle, etc...; les fluctuations de la désépargne apparaissent également, en liaison avec celles de diverses demandes de biens durables et du recours au crédit. Ces informations valent surtout par leur continuité et par la connaissance des variations que celle-ci permet, plus que par les valeurs absolues qu'elles révèlent pour un instant donné. Les organisateurs des enquêtes-épargne ont eux-même souligné les erreurs dont sont affectées les estimations des patrimoines immobiliers ou même celles des actifs liquides. Ils pensent en revanche que leur méthode est bonne pour révéler les différences de comportement d'une époque à l'autre. Leur confiance est d'autant plus grande que ces données quantitatives sur la position financière des consommateurs sont renforcées par la connaissance de leurs opinions sur l'économie, l'emploi, les prix dans les mois écoulés et à venir. A ces opinions générales s'ajoutent des intentions de dépense pour l'achat d'un bien immobilier, ou d'un bien durable.

On est parfois sceptique sur l'utilité de telles informations qualitatives concernant des opinions ou des intentions. D'après G. KATONA et d'après les résultats de recherches faites à l'Université de Michigan, il semble cependant que l'on puisse utiliser ces variables psychologiques pour prévoir la demande de biens durables et en général toute dépense qui découle d'une décision réfléchie et qui peut être repoussée à une date ultérieure.

Pour ce type de dépense "discrétionnaire", la demande dépend non seulement des ressources monétaires du ménage, mais aussi de son désir d'acheter, G. KATONA fait l'hypothèse que les intentions d'achat influencées sans doute par l'évolution du pouvoir d'achat, sont également conditionnées par d'autres facteurs indépendants des ressources du ménage.

.../...

Il cherche donc à mesurer le désir d'acheter, indépendamment du pouvoir d'achat. Il obtient cette mesure par un indice construit de la façon suivante :

Les réponses aux questions sur les opinions et les intentions des ménages sont regroupées en trois catégories :

- Les réponses favorables (tout ce qui est jugé "Bon", "Amélioré" ou "En croissance").
- Les réponses médianes (ce qui est "Identique" ou "Incertain").
- Les réponses défavorables (ce qui est "En baisse", "Pire" ou "Mauvais").

Chaque question donne lieu au calcul de la formule suivante :

$$P_u - P_D + 100, \text{ où } \begin{cases} (P_u = \text{proportion des réponses "favorables"} \\ (P_D = \text{proportion des réponses "défavorables"} \end{cases}$$

On ajoute 100 pour éviter que la formule ne produise des valeurs négatives. L'indice est composé par la somme des valeurs calculées ainsi pour chacune des 8 questions suivantes :

- Situation financière du ménage :
 - question n°1 : celle de l'année passée.
 - question n°2 : évolution pendant l'année prochaine.
- Opinion sur la marche des affaires :
 - question n°3 : pendant l'année à venir.
 - question n°4 : pendant les 5 années à venir.
- Opinion sur l'évolution des prix :
 - question n°5 : les conditions sont-elles bonnes pour l'achat d'un bien durable ?
 - question n°6 : prévisions sur les prix pour l'année à venir.
- Intentions d'acheter :
 - question n°7 : une nouvelle voiture dans l'année à venir.
 - question n°8 : un logement dans l'année à venir.

.../...

On a utilisé cet indice psychologique comme une variable susceptible d'expliquer partiellement les variations des achats de biens durables. On a testé cette hypothèse à l'aide d'une corrélation multiple : celle-ci indique que 90 % environ de la variance des dépenses totales des ménages pour l'achat de biens durables est expliquée par une combinaison linéaire du revenu du ménage pendant l'année précédente et de la valeur de l'indice psychologique. Quand on utilise seulement le revenu comme variable explicative, 53 % seulement de la variance est expliquée. Quand on refait le même corrélation multiple que précédemment sur des valeurs en prix constants, la corrélation est moins bonne, mais on constate que l'indice psychologique explique la plus grande part des variations, tandis que le revenu seul n'a pratiquement qu'une très faible valeur explicative.

G. KATONA a fait un autre test : Il a utilisé les équations linéaires calculées pour ces corrélations multiples, pour "prévoir" la demande de biens durables année par année. Il a calculé, d'une part, une prévision fondée seulement sur le revenu de l'année antérieure, d'autre part, une prévision fondée sur une combinaison de ce même revenu et de l'indice psychologique. Il a ensuite comparé les valeurs ainsi prévues et les valeurs réellement observées.

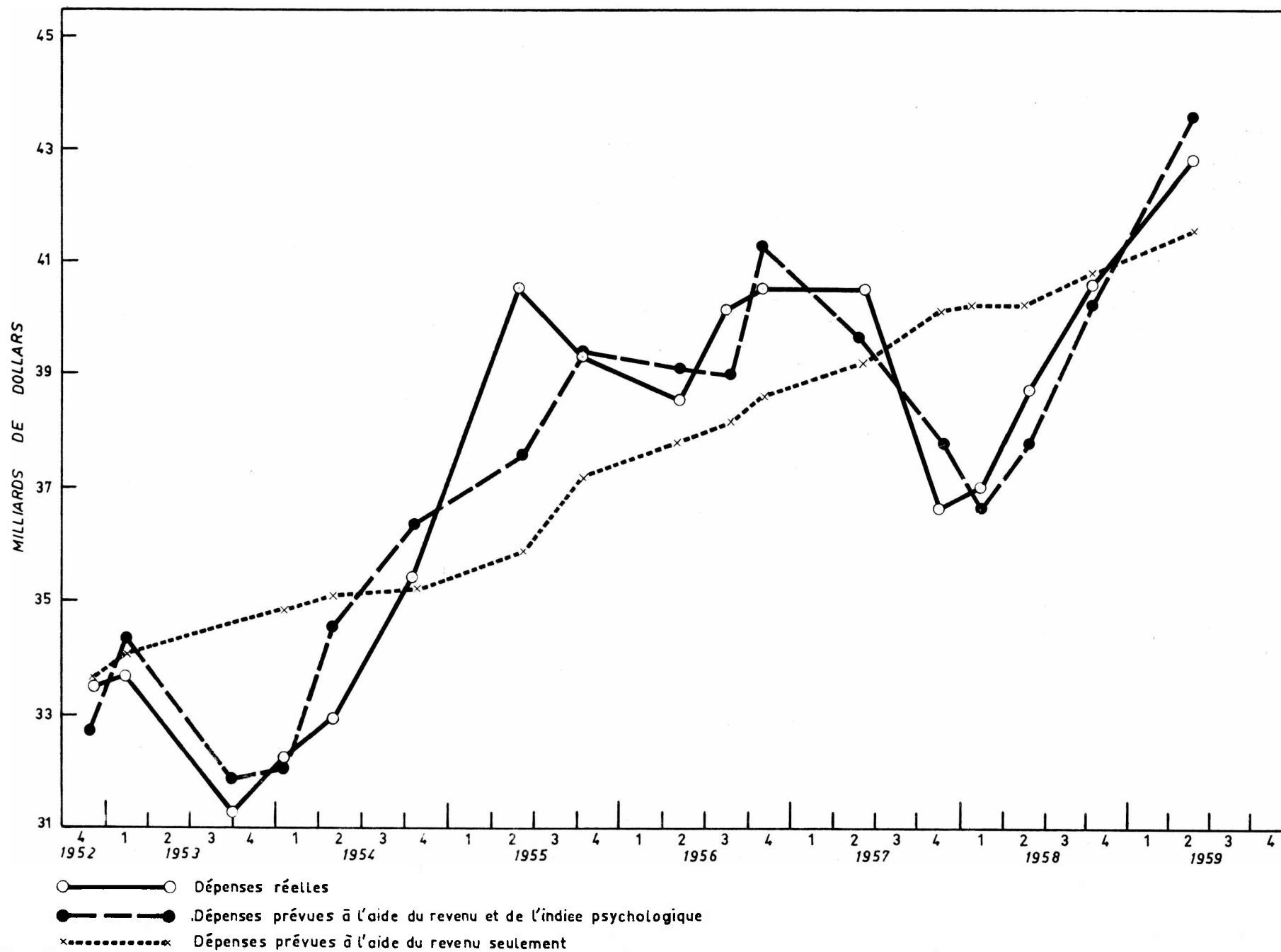
Cette comparaison, illustrée par les graphiques n°1 et n°2 montre aux yeux de l'auteur :

1°/ que la prévision la plus juste est celle qui tient compte de la variable psychologique, surtout dans un modèle à prix constants.

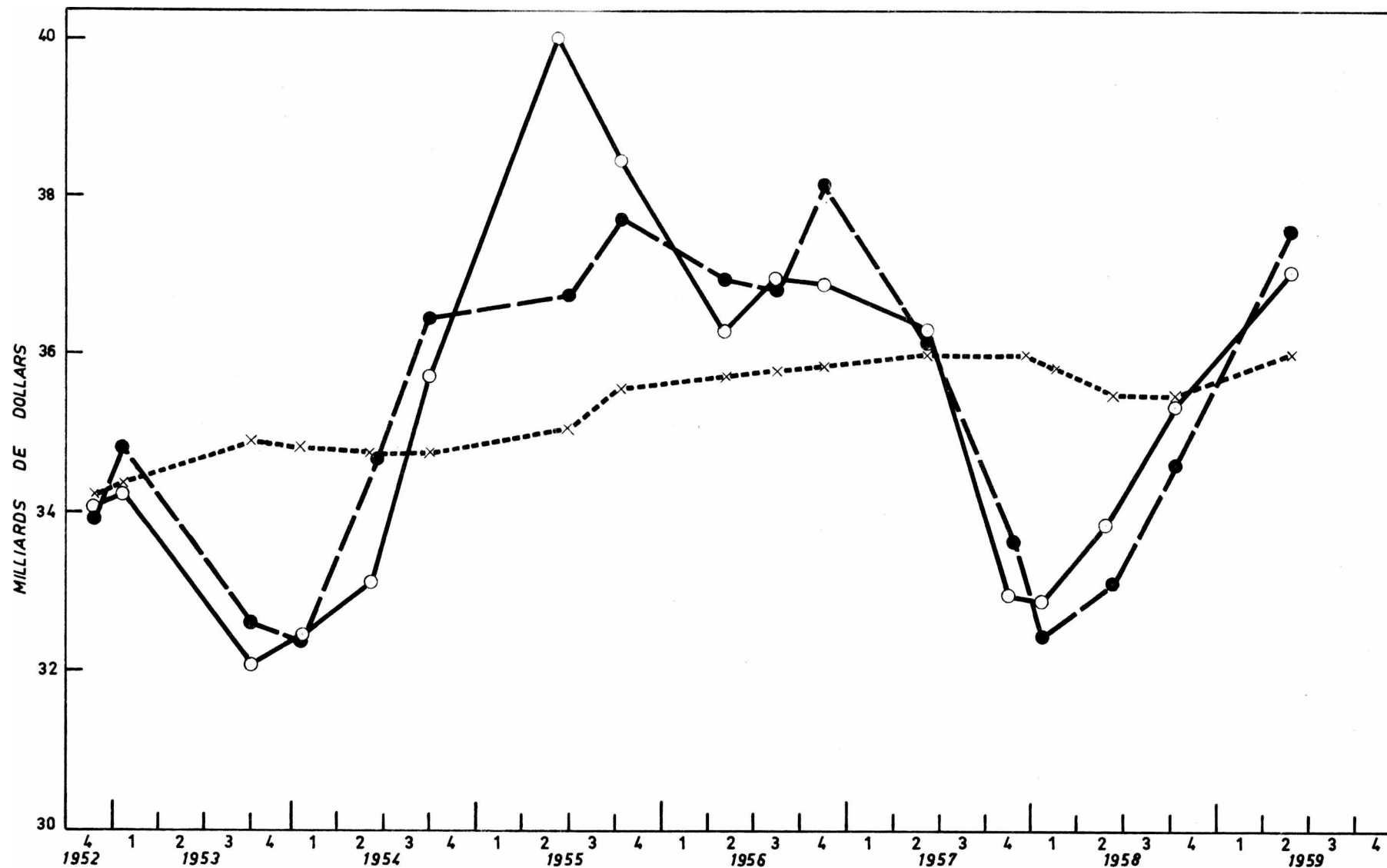
2°/ que cependant la valeur des prévisions ainsi faites varie selon les conjonctures. Tantôt, des événements importants et imprévus des consommateurs viennent contrarier les effets du désir d'acheter (cf. influence de la grève des aciéries à la fin de 1959). Tantôt, au contraire la variable psychologique traduit de façon exagérée les effets de la conjoncture générale sur le désir d'acheter et les achats réels révèlent un optimisme (ou un pessimisme) moindre que celui correspondant aux opinions exprimées. Ces décalages sont particulièrement apparents autour des "points cruciaux", autour des moment où la conjoncture change.

.../...

DEMANDE DE BIENS DURABLES (Prévisions et réalité)
(En prix courants)



DEMANDE DE BIENS DURABLES (Prévisions et réalité)
 (Après corrections pour hausse des prix et augmentation de la population)



- — ○ Dépenses réelles
- — ● Dépenses prévus à l'aide du revenu et de l'indice psychologique
- x — x — x Dépenses prévus à l'aide du revenu seulement

Si les conclusions tirées par G. KATONA de cette étude restent encore pour la plupart assez incertaines, il lui paraît possible d'affirmer que tout se passe comme si le désir d'acheter et le pouvoir d'acheter étaient deux facteurs indépendants qui pouvaient produire dans certaines conjonctures des effets contraires sur la demande des biens durables. De là, il conclut à la nécessité d'observer séparément ces deux facteurs et de poursuivre des études plus raffinées sur leurs actions.

B - Structure et formes de l'épargne

Les enquêtes épargne ont permis, en second lieu, de rassembler des statistiques sur de nombreux domaines précédemment très mal connus. C'est le cas notamment pour la distribution des revenus des ménages, la détention d'avoirs liquides et de valeurs mobilières, le volume de l'endettement.

1°/ Distribution des revenus

(cf. les tableaux n°1 à 5 ci-joints).

On notera la relative stabilité de la distribution du revenu total des ménages, telle que la décrit le tableau n°1.

On constate d'autre part (d'après le tableau n°5) qu'il existe une liaison entre le niveau du revenu et la fréquence des revenus du capital : Plus haut est le revenu total des ménages, plus grande est cette fréquence. Au contraire, plus bas sont les revenus des ménages, plus fréquents sont les revenus de transferts sociaux.

.../...

TABLEAU N°1

Répartition des ménages et de leur revenu total (avant imposition)
par classe de revenu

| Classes de revenus | Répartition des ménages | | | | | | | Répartition du revenu total | | | | | | |
|----------------------------|-------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------------------------|------|------|------|------|------|------|
| | 1948 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 | 1958 | 1959 | 1948 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 | 1958 | 1959 |
| Revenu inférieur à 1000 \$ | 11 | 9 | 11 | 8 | 7 | 6 | 6 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | - |
| R. entre 1000 et 1999 \$ | 15 | 12 | 11 | 11 | 12 | 11 | 10 | 6 | 4 | 3 | 3 | 3 | 2 | - |
| R. entre 2000 et 2999 \$ | 20 | 11 | 11 | 10 | 9 | 11 | 9 | 12 | 6 | 6 | 5 | 4 | 5 | 4 |
| R. entre 3000 et 3999 \$ | 20 | 15 | 13 | 11 | 11 | 11 | 10 | 18 | 11 | 9 | 7 | 7 | 7 | 6 |
| R. entre 4000 et 4999 \$ | 12 | 14 | 13 | 13 | 12 | 12 | 11 | 14 | 12 | 11 | 10 | 9 | 9 | 8 |
| R. entre 5000 et 5999 \$ | } 14 | 24 | 24 | 13 | 12 | 12 | 13 | } 21 | 29 | 28 | 12 | 12 | 12 | 11 |
| R. entre 6000 et 7499 \$ | | | | 12 | 14 | 13 | 14 | | | | 15 | 16 | 15 | 16 |
| R. entre 7500 et 9999 \$ | 4 | 8 | 9 | 11 | 12 | 13 | 12 | 9 | 13 | 15 | 16 | 18 | 20 | 17 |
| R. entre 10000 et plus | 4 | 7 | 8 | 11 | 11 | 11 | 14 | 18 | 24 | 27 | 31 | 30 | 28 | 36 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Revenu du ménage médian | 3120\$ | 4100\$ | 4260\$ | 4700\$ | 4850\$ | 4830\$ | 5190\$ | | | | | | | |
| Revenu moyen par ménage | 4020\$ | 4900\$ | 5060\$ | 5640\$ | 5650\$ | 5580\$ | 6080\$ | | | | | | | |

TABLEAU N°2
Distribution du revenu total (avant imposition)

| Déciles (1) | % du revenu total avant impôts | | | |
|------------------|--------------------------------|------|------|------|
| | 1956 | 1957 | 1958 | 1959 |
| Décile inférieur | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 2ème décile | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 3ème décile | 5 | 4 | 5 | 5 |
| 4ème décile | 6 | 6 | 6 | 6 |
| 5ème décile | 8 | 8 | 8 | 8 |
| 6ème décile | 9 | 9 | 9 | 9 |
| 7ème décile | 10 | 11 | 11 | 11 |
| 8ème décile | 12 | 13 | 13 | 13 |
| 9ème décile | 15 | 16 | 16 | 16 |
| Décile supérieur | 31 | 29 | 27 | 29 |

(1) - On obtient les déciles en rangeant les unités de dépense suivant leur revenu monétaire avant impôt.

TABLEAU N°3
Revenu médian par classe d'âge

| Age du chef de l'unité de dépense | 1956 | 1957 | 1958 | 1959 |
|-----------------------------------|----------|----------|----------|----------|
| 18 - 24 ans | 2.800 \$ | 2.710 \$ | 2.950 \$ | 3.340 \$ |
| 25 - 34 ans | 4.830 \$ | 5.040 \$ | 5.160 \$ | 5.430 \$ |
| 35 - 44 ans | 5.200 \$ | 5.340 \$ | 5.730 \$ | 6.040 \$ |
| 45 - 54 ans | 5.100 \$ | 5.200 \$ | 5.200 \$ | 5.740 \$ |
| 55 - 64 ans | 4.060 \$ | 3.860 \$ | 4.100 \$ | 4.270 \$ |
| 65 ans et plus | 1.500 \$ | 1.750 \$ | 1.840 \$ | 1.920 \$ |

.../...

TABLEAU N°4

Revenu médian par catégorie socio-professionnelle

| C.S.P. du chef de l'unité de dépense | 1956 | 1957 | 1958 | 1959 |
|--------------------------------------|----------|----------|----------|----------|
| Profession libérale | 6.250 \$ | 7.000 \$ | 7.450 \$ | 7.270 \$ |
| Cadres supérieurs | 7.000 \$ | 7.520 \$ | 7.690 \$ | 7.820 \$ |
| Entrepreneurs individuels | 7.500 \$ | 6.380 \$ | 6.360 \$ | |
| Employés et cadres moyens | 4.610 \$ | 4.710 \$ | 5.010 \$ | 5.550 \$ |
| Ouvriers qualifiés | 5.350 \$ | 5.800 \$ | 6.000 \$ | 6.320 \$ |
| Ouvriers semi-qualifiés | 4.400 \$ | 4.800 \$ | 4.520 \$ | 5.270 \$ |
| Ouvriers non qualifiés | 3.000 \$ | 2.850 \$ | 2.840 \$ | 2.960 \$ |
| Exploitants agricoles | 2.320 \$ | 2.350 \$ | 2.800 \$ | 2.960 \$ |
| Retraités | 1.350 \$ | 1.600 \$ | 1.630 \$ | 1.800 \$ |

TABLEAU N°5

Nombre des unités de dépenses recevant en 1959 divers types de revenus, par classe de revenus

| Classe de revenus | % des unités de dépenses qui, dans chaque classe de revenus, reçoivent un revenu des types suivants. | | | |
|----------------------|--|--------------------|-----------------|------------|
| | Salaires et traitements | Revenus du capital | Revenus sociaux | Autres (1) |
| Quintile le plus bas | 51 % | 19 % | 55 % | 16 % |
| 2ème quintile | 81 % | 18 % | 34 % | 18 % |
| 3ème quintile | 92 % | 23 % | 28 % | 11 % |
| 4ème quintile | 96 % | 33 % | 20 % | 10 % |
| 5ème quintile | 92 % | 49 % | 13 % | 20 % |
| Ensemble | 82 % | 29 % | 30 % | 15 % |

(1) - comprend les revenus des entrepreneurs individuels (agricoles ou non) et ceux des loueurs d'immeubles.

.../...

2°/ Biens durables et biens immobiliers

(cf. Tableaux n°6 à 8, ci-joints).

Il faut souligner l'importance de l'endettement lié à ces deux types "d'investissement". On voit que plus de la moitié des achats de biens durables se font à crédit et que 60 % des citadins propriétaires de logements ont des dettes hypothécaires.

Comme on note par ailleurs que 58 % des ménages citadins sont propriétaires de leur logement, on est conduit à la conclusion que 35 % des mêmes ménages ont une dette hypothécaire, dont le montant moyen est de 6.810 \$, soit environ une année de revenu moyen des ménages citadins.

TABLEAU N°6

Statut d'occupation et classes de revenus des ménages citadins en 1959

| Classes de revenus | Propriétaires | Locataires | Autres (1) |
|--------------------|---------------|------------|------------|
| Moins de 1000 \$ | 45 % | 34 % | 21 % |
| 1000 - 1999 | 43 % | 45 % | 12 % |
| 2000 - 2999 | 43 % | 46 % | 11 % |
| 3000 - 3999 | 45 % | 47 % | 8 % |
| 4000 - 4999 | 53 % | 43 % | 4 % |
| 5000 - 5999 | 54 % | 42 % | 4 % |
| 6000 - 7499 | 66 % | 31 % | 3 % |
| 7500 - 9999 | 75 % | 24 % | 1 % |
| 10.000 et plus | 77 % | 20 % | 3 % |
| Ensemble | 58 % | 36 % | 6 % |

(1) - Familles louant une partie du logement à un autre ménage, ou usagers à titre gratuit et divers.

.../...

TABLEAU N°7

Mode de financement des achats de biens durables
par type d'achat

| Type d'achat | % du nombre d'acheteurs | | | | | |
|------------------------|-------------------------|--------|----------|--------|----------|--------|
| | 1957 | | 1958 | | 1959 | |
| | Comptant | Crédit | Comptant | Crédit | Comptant | Crédit |
| Automobiles neuves | 34 % | 65 % | 36 % | 63 % | 33 % | 66 % |
| Automobiles d'occasion | 39 % | 58 % | 46 % | 54 % | 41 % | 57 % |
| Equipement ménager | 45 % | 54 % | 44 % | 55 % | 46 % | 52 % |

TABLEAU N°8

Répartition des dettes hypothécaires parmi les ménages
urbains propriétaires de leur logement, par
classes de revenus en 1959.

| Classes de revenus | % des ménages n'ayant pas de dettes hypothécaires | % des ménages ayant des dettes hypothécaires | Dettes hypothécaires moyenne pour ceux des ménages qui ont de telles dettes |
|--------------------|---|--|---|
| Moins de 1000 \$ | 81 % | 19 % | 2.550 \$ |
| 1.000 - 1.999 \$ | 73 % | 27 % | 3.890 \$ |
| 2.000 - 2.999 \$ | 74 % | 26 % | 4.170 \$ |
| 3.000 - 3.999 \$ | 52 % | 48 % | 5.190 \$ |
| 4.000 - 4.999 \$ | 41 % | 59 % | 5.220 \$ |
| 5.000 - 5.999 \$ | 34 % | 66 % | 6.070 \$ |
| 6.000 - 7.499 \$ | 28 % | 72 % | 6.520 \$ |
| 7.500 - 9.999 \$ | 30 % | 70 % | 7.500 \$ |
| 10.000 - 14.999 \$ | 22 % | 78 % | 7.840 \$ |
| 15.000 - et plus | 32 % | 68 % | 11.550 \$ |
| Ensemble | 40 % | 60 % | 6.810 \$ |

.../...

3°/ Fortune des ménages

L'enquête a permis d'avoir des informations sur la fortune des ménages, ou du moins sur 5 catégories d'avoirs, avoirs liquides (dépôts divers, espèces exclues):

- les valeurs mobilières,
- l'habitation du ménage, bâtiments agricoles compris (valeur nette),
- les autres biens immobiliers,
- les intérêts dans des entreprises individuelles.

L'étude des données rassemblées a permis de formuler quelques conclusions :

- a) 30 % environ des unités de dépense ont une fortune inférieure à 1.000 \$.
- b) 30 % des unités de dépense ont une fortune supérieure à 10.000 \$; parmi eux, 1/3 ont une fortune supérieure à 25.000 \$.
- c) La valeur médiane de la fortune des ménages est de 5.200 \$ pour l'ensemble et de 7.000 \$ pour les seuls détenteurs d'avoirs (cf. tableau n°9).
- d) Sauf pour celles qui ont de hauts revenus, les familles ont des avoirs totaux à peu près équivalents à une année de leurs revenus.
- e) La diversification des placements n'est pas une habitude répandue. La majorité des familles ayant une fortune petite ou moyenne n'ont qu'un seul, voire deux types d'actifs. Les possesseurs de fortunes importantes sont d'abord, en majorité, propriétaires de leur logement et ensuite ils font des placements assez gros dans une ou deux des autres catégories, mais rarement dans plus de deux.

.../...

TABLEAU N°9

Répartition des ménages selon la valeur de leurs avoirs et
en fonction de leurs revenus, en 1959

| Valeurs des avoirs | Ensemble des unités de dépense | Classes de revenus | | | | |
|---|--------------------------------------|----------------------|------------------------|------------------------|--------------------------|----------------------|
| | | Moins de 5.000 \$ | 5.000 \$ à 7.499 \$ | 7.500 \$ à 9.999 \$ | 10.000 \$ à 14.999 \$ | 15.000 \$ et plus |
| 0 | 14 % | 25 % | 6 % | 1 % | - | - |
| moins de 1.000 \$ | 18 % | 21 % | 20 % | 11 % | 5 % | 1 % |
| 1.000 à 4.999 \$ | 16 % | 17 % | 19 % | 17 % | 9 % | 2 % |
| 5.000 à 9.999 \$ | 90 % | 15 % | 27 % | 24 % | 27 % | 7 % |
| 10.000 à 24.999 \$ | 19 % | 14 % | 19 % | 30 % | 33 % | 23 % |
| 25.000 et plus | 11 % | 6 % | 7 % | 14 % | 24 % | 66 % |
| Valeur non précisée | 2 % | 2 % | 2 % | 3 % | 2 % | 1 % |
| Total | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % |
| Nombre d'unités de dépense | 2.972 | 1.526 | 776 | 325 | 232 | 113 |
| % de l'échantillon | 100 % | 51 % | 26 % | 11 % | 8 % | 4 % |
| Valeur médiane (sur l'ensemble) | 5.200 \$ | 1.700 \$ | 5.700 \$ | 9.100 \$ | 13.600 \$ | Plus de 25.000 \$ |
| Valeur médiane pour les seuls possesseurs | 7.000 \$ | 4.600 \$ | 6.300 \$ | 9.200 \$ | 13.600 \$ | Plus de 25.000 \$ |

.../...

C - Fonctions d'épargne

Les nombreuses données chiffrées rassemblées par le S.R.C. ont attiré de nombreux économètres qui ont cherché à tester des modèles prévisionnels fondés sur une ou plusieurs "fonctions d'épargne". Il n'est pas possible de rendre compte ici des multiples hypothèses émises, non plus que des travaux statistiques destinés à les vérifier. La bibliographie générale jointe en annexe contient les références à la plupart des comptes rendus parus.

C'est à titre d'exemple et parce qu'il s'agit d'une recherche particulièrement fructueuse, que l'on indiquera ici les grandes lignes et les premières conclusions des travaux menés par L.R. KLEIN, J. MORGAN et J.B. LANSING à partir des données du S.R.C.

L'objectif n'était pas de trouver la "fonction historique" de l'épargne, c'est-à-dire une loi qui rende compte de longues séries temporelles. Le but était au contraire un modèle à court terme (1 an), qui explique des variations conjoncturelles au niveau de l'individu ou du ménage. Par la suite, L. R. KLEIN devait intégrer les conclusions de ces recherches dans un modèle prévisionnel applicable à l'ensemble de l'économie américaine. On indiquera ici les idées et constatations générales qu'il a dégagées de l'étude micro-économique fondée sur les résultats de deux sondages du S.R.C. et qu'il a réutilisées dans son modèle macro-économique. Ces conclusions sont les suivantes :

1°/ Il faut diviser les ménages en deux groupes qui, au regard de l'épargne montrent des comportements très différents. Il faut calculer deux fonctions d'épargne distinctes, l'une pour les entrepreneurs individuels (agriculteurs, industriels et commerçants) l'autre pour les autres ménages (salariés et autres). Les premiers ont en effet une propension à épargner plus élevée que celle des autres ménages, à raison sans doute des incitations à investir que crée leur entreprise. La structure de leur épargne est également différente.

2°/ De même, des différences de comportement assez fortes semblent apparaître entre locataires et propriétaires du logement principal. Ces derniers, en particulier, ont une épargne contractuelle assez forte, liée aux dettes contractées pour l'achat du logement.

3°/ Il semble qu'il y ait une certaine substituabilité entre la demande de biens durables et les autres formes d'épargne. Ceci n'exclut pas des interactions entre ces types de "placements", car souvent on épargne en vue de l'achat d'un bien durable ou pour rembourser un achat semblable fait à crédit. Quand ensuite le stock de biens durables atteint un niveau assez élevé, la saturation de cette demande semble libérer l'épargne pour d'autres placements.

4°/ Pour "expliquer" la variable épargne, définie au sens strict, (c'est-à-dire sans y inclure les biens durables), KLEIN et MORGAN utilisent des variables à la fois économiques et démographiques. Les premières, qui se révèlent statistiquement les plus significatives, sont :

- le revenu monétaire de l'année,
- sa variation par rapport à celui de l'année précédente,
- la détention d'actifs liquides (sauf les espèces).

Les secondes sont, par importance décroissante :

- le nombre de personnes dans l'unité de dépense (effet négatif),
- l'âge du chef de l'unité de dépense,
- la taille de la ville,
- la race.

D'après les auteurs, il conviendrait sans doute d'introduire aussi des variables psychologiques, telles que les variations du revenu perçues et attendues, les opinions sur les prix et l'économie en général. Ils n'ont pu cependant, intégrer ces variables dans leurs modèles.

Dans l'ensemble les analyses économétriques de KLEIN et MORGAN ont ouvert la voie à de nombreux chercheurs. La quantité des données recueillies permet en effet des études fouillées. Les résultats de ces recherches semblent parfois décevants, comme le remarque R. GOLDSMITH (1). Il semble qu'il faille imputer ces imperfections aux lacunes dans l'information. En particulier, on ignore encore l'incidence de la fortune possédée par le ménage sur son taux d'épargne, faute de pouvoir utiliser de bonnes estimations de cette fortune. On se contente du montant

.../...

(1) - Voir ci-dessus.

des actifs liquides comme indicateur du niveau de patrimoine, mais de fortes raisons théoriques confirmées par l'observation de la réalité, donnent à penser que cet indicateur est mauvais car la part des actifs liquides dans les patrimoines varie fortement selon l'importance de ces derniers.

Des enquêtes plus ambitieuses sont donc réclamées par tous les chercheurs qui comme R. GOLDSMITH, souhaitent pouvoir constituer des séries temporelles par groupes d'épargnant et par formes d'épargne. Cet objectif ne sera atteint qu'à l'aide de méthodes encore plus compliquées, plus lentes et plus coûteuses, qui requièrent peut-être l'aide de calculatrices électroniques à grande vitesse.

IV - BIBLIOGRAPHIE

- FEDERAL RESERVE BOARD : Compte-rendus des enquêtes du S.R.C. in F.R. Bulletin 1946 et suivant (En général, n° de mars, juin et juillet, au minimum).

En particulier, sur les méthodes de l'enquête, voir le n° de juillet 1950.

- SURVEY RESEARCH CENTER : 1960 Survey of Consumer Finances (University of Michigan, Ann Arbor, Michigan 1961).

- G. KATONA, L.R. KLEIN, J.B. LANSING, J.N. MORGAN : Contribution of Survey Methods to economics - 1954. (Columbia University Press - New York).

- L.R. KLEIN : "Estimating patterns of savings behaviour from sample survey data". In Econometrica - Vol. 19 - Octobre 1951.

.../...

EXPERIENCE AMERICAINE - NOTE BIBLIOGRAPHIQUE N°3

ENQUETE DE CHICAGO

Dates : 1957 et 1958.

I - ORGANISATION

L'étude présentée ici fait partie d'un programme de recherches sur les méthodes d'observation des comportements par enquête. Ce programme a été établi par le Comité Inter-Universités de Recherche sur le comportement des consommateurs (1) en 1956, avec l'aide financière de la Fondation Ford. Son principal objectif est l'établissement de méthodes efficaces pour connaître l'épargne des ménages par sondage. En particulier, on doit rechercher quelles sont les techniques d'enquête les mieux adaptées aux divers types de placements et de ménages.

L'étude décrit ici ne représente qu'une partie de ce programme. Elle est centrée sur une enquête-pilote consacrée plus particulièrement aux méthodes de choix des enquêtés, et aux techniques d'interviews périodiquement répétées.

Les opérations se sont déroulées en deux temps :

.../...
(1) - Le Comité comprend G. ORCUTT (U. de Wisconsin) président,
L. CLARK (New York), R. FERBER (Illinois), R. GOLDSMITH (New York),
G. KATONA (Michigan), Th. NEWCOMB (Michigan), J. TOBIN (Yale).

A partir d'un échantillon d'environ trois cents ménages, il a été procédé à une pré-enquête (back ground interview) destinée à prendre connaissance des caractéristiques familiales qui seraient utiles pour choisir une méthode d'enquête appropriée autant que possible à chaque cas. Les informations recueillies au cours de cette première enquête concernaient les habitudes budgétaires, les habitudes de paiement, l'usage des livres de comptes, la nature des actifs et passifs, l'usage du crédit, les revenus et autres ressources, la propriété d'une entreprise familiale..., et autres caractéristiques de la famille (composition, nombre de personnes touchant un revenu ...).

L'exploitation de cette pré-enquête a permis de déterminer quelles étaient les caractéristiques à prendre en compte pour adopter l'approche optima.

Une deuxième phase s'est déroulée à partir du mois d'avril 1957 jusqu'au mois d'avril 1958; Cinq enquêtes successives portant toutes sur un même échantillon de 115 ménages extrait du premier échantillon, et destinées à suivre l'évolution de la situation financière des unités de consommation au cours d'une année entière.

A - Tirage de l'échantillon

La base du tirage était la zone urbaine de Chicago et les bordereaux de recensement de 1950.

On a effectué un tirage stratifié à 2 degrés :

Après avoir classé les bordereaux en trois groupes (ceux où 20 % des ménages au moins avaient un revenu supérieur à 10.000 \$ en 1949, ceux où ce pourcentage était de 10 % à 20 % et ceux où il était inférieur à 10 %), on a prélevé dans chaque groupe 20 bordereaux avec une probabilité de sortie proportionnelle au nombre des ménages qui y figuraient. On a ensuite choisi 5 noms et adresses sur chacun des 60 bordereaux tirés.

La sélection des ménages de l'échantillon définitif a été confiée à la M.R.C.A. (Market Research Corporation of America) qui a procédé à cet échantillonnage en tenant compte de l'existence des listes électorales pour retrouver les adresses des personnes à enquêter.

.../...

L'enquête proprement dite a été sous-traitée à deux firmes spécialisées (la M.R.C.A. citée plus haut et le National Field Service - N.F.S.), l'équipe directrice procédant néanmoins à quelques enquêtes.

B - Sélection et formation des enquêteurs

Les firmes sous-traitantes ont fourni une bonne part des enquêteurs (quatorze en tout). Tous les enquêteurs du N.F.S. et deux de la M.R.C.A. avaient une expérience des enquêtes de consommation et de budget de famille. Les autres n'avaient qu'une expérience générale des enquêtes (surtout des enquêtes de marché).

Avant chaque enquête sur le terrain, ont été tenues des sessions de formation, au cours desquelles étaient données des instructions et expliqué le détail des différents questionnaires utilisés.

C - Le questionnaire

1°/ La pré-enquête

Elle constitue une première approche destinée à recueillir les caractéristiques socio-économiques des ménages de manière à pouvoir y adapter une enquête purement financière. De même, on a cherché à connaître à ce stade les habitudes financières des ménages pour y adapter un questionnaire.

Les questions de cette pré-enquête portaient sur l'usage de livres de comptes, les habitudes de paiement, la politique budgétaire du ménage, la nature des actifs et des passifs, le montant des revenus, etc... Au total, il y avait 36 questions. On demandait en particulier, si l'enquêté serait prêt à répondre à d'autres enquêtes plus détaillées.

2°/ Enquêtes répétées sur les opérations financières

Le dépouillement de la pré-enquête a conduit à retenir 4 critères de différenciation parmi les futurs enquêtés. Ce sont :

- a - Volonté de fournir des données sur la situation financière :
 - en chiffres absolus
 - seulement en indiquant les changements intervenus.

.../...

b - Préférence pour :

- l'enquête personnelle
- l'enquête postale

c - Propriété d'une entreprise :

- oui
- non

d - Usage d'un carnet de comptes :

- non
- oui pour l'épargne
pour les dépenses

On a ensuite combiné les situations différentes créées par l'application de ces critères en 16 types d'enquêtés, un questionnaire différent étant prévu pour chaque type.

Dans tous les types, on retrouvait cependant les rubriques suivantes :

- Composition de la famille,
- Actifs : rentes, assurance-vie, biens immobiliers, prêts, autres actifs,
- Passifs : hypothèques, crédit à la consommation, emprunts personnels
- Propriété d'une entreprise,
- Revenus.

Chaque questionnaire était court et il ne fallait pas plus d'une demi heure pour le remplir.

D - Méthodes utilisées pour développer l'esprit coopératif des enquêtés.

D'une part, une lettre d'introduction personnelle émanant de l'Université de l'Illinois a été envoyée aux membres de l'échantillon avant chaque enquête; de même, après chaque vague, chaque enquêté a reçu une lettre de remerciement.

.../...

D'autre part, les enquêteurs ont eu la faculté (laissée à leur discrétion) d'offrir des cadeaux aux enquêtés, en fin d'interview. L'enquêté qui acceptait le cadeau avait le choix entre un abonnement à une revue, (Life, Collier's, Woman's home companion, ...) un jeu de cartes, un grille pain, etc...

Les cadeaux se sont avérés utiles dans 4/5ème des cas, en particulier dans les tranches de revenus modestes. Dans les tranches de revenus élevés, au contraire, ces offres ont déçu.

Enfin, on s'est efforcé de tenir les enquêtés au courant des travaux de dépouillement et on leur a proposé avec succès, des copies des rapports finaux. En outre, l'envoi au cours de la quatrième vague d'enquête d'une coupure d'un journal local sur l'enquête a produit un effet particulièrement favorable.

II - RESULTATS

A - Taux de réponse

Il faut distinguer évidemment entre les deux étapes de l'étude, les problèmes posés étant très différents et les chiffres sans commune signification.

1°/ La pré-enquête

Parmi les 297 ménages de l'échantillon général, 76 n'ont pu être joints (26 %) par suite de déménagements, décès, ou absences temporaires. On a donc établi 221 contacts, dont 49 ont eu un résultat négatif. Il restait donc 172 enquêtés.

Ces chiffres correspondent à un taux de contact de 74 % et à un taux de refus de 22 %. Le taux de réponse est donc de 58 % par rapport à l'échantillon tiré et de 78 % par rapport aux contacts pris.

Le taux de refus anormalement élevé s'explique par la volonté de tester des méthodes d'enquête différentes. Mais l'influence des enquêteurs sur le taux de refus est prépondérante : les taux de contact varient

.../...

entre 67 et 100 %, tandis que les taux de réponses varient entre 45 et 93 % pour les différents enquêteurs. L'efficacité de l'enquête est de ce point de vue peu influencée par l'organisation de la supervision.

Les causes de refus se répartissent ainsi sur 50 cas :

| | |
|---|----|
| - Trop occupés, ne veulent pas être dérangés : | 11 |
| - Ne sont pas intéressés : | 10 |
| - Trouvent le sujet trop personnel pour en discuter : | 9 |
| - Malades : | 2 |
| - Autres : | 4 |
| - Refusent s.a.i. : | 14 |
| | 50 |

2°/ Les enquêtes à répétition

Le tableau ci-joint résume les résultats des 5 vagues d'enquêtes :

| | Vagues d'enquêtes | | | | | Total |
|--|-------------------|-----|-----|----|----|-------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | |
| Taille de l'échantillon au départ de chaque vague d'enquête | 116 | 109 | 100 | 97 | 93 | 116 |
| Interviews obtenus | 101 | 97 | 90 | 91 | 88 | 88 |
| Refus | 7 | 8 | 2 | 5 | 2 | 24 |
| Contact non établi bien qu'encore dans le champ | 8 | 4 | 7 | 1 | 3 | 3 |
| Contact non établi mais sorti du champ | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| Taux de contact : $\frac{\text{Nombre de contacts établis}}{\text{Total de l'échantillon au début de la vague}}$ | 93 | 96 | 92 | 99 | 97 | 97 |
| Taux de réponses: $\frac{\text{Questionnaires remplis}}{\text{Questionnaires remplis} + \text{Refus}}$ | 94 | 92 | 98 | 95 | 98 | 79 |
| Taux de déchets: (mortality rate) $\frac{\text{Contact non établis} + \text{Refus}}{\text{Total échantillon au départ de la vague}}$ | 13 | 11 | 9 | 6 | 5 | 24 |

.../...

L'échantillon de ces enquêtes est moins important que celui de la pré-enquête à cause de 13 enquêtés qui ont refusé de se prêter à la suite des opérations et de 43 enquêtés qui ont été abandonnés après la défection des enquêteurs auxquels ils avaient été affectés. Le manque de crédit n'a pas permis de remplacer ces enquêteurs.

Les refus au cours des enquêtes (25) ont presque tous été justifiés par le "manque de temps".

Il faut souligner les différences significatives entre le taux de déchets des enquêtes directes (19 %) et celui des enquêtes par la poste (36 %).

B - Critique des méthodes

a) Préparation des enquêtés

L'envoi d'une lettre se révèle très efficace, surtout si elle porte la marque d'une Université.

Il faut éviter d'être trop explicite à l'avance sur le contenu des questions. Ne jamais prononcer, en particulier, le mot "épargne".

La même précaution doit être prise au début des interviews. Beaucoup de gens expriment au début le désir de ne pas parler de leurs avoirs ou de leurs dettes, mais les mêmes finissent par en discuter très librement.

Bien qu'on ait systématiquement cherché à justifier l'enquête auprès des enquêtés par des motifs différents, il n'est pas possible de fournir sur ce point des conclusions tirées de tests rigoureux.

b) Questionnaire adapté

Le fait d'avoir "modélé" les questionnaires selon les divers types d'enquêté s'est révélé très efficace. En particulier, il semble très utile d'adapter les questions à la situation financière de chaque intéressé. Cela justifie la pré-enquête.

.../...

On aurait pu procéder différemment, certes. On aurait pu rédiger des questionnaires très peu structurés et laisser à l'enquêteur le choix des questions, de leur forme et de leur nature. Cette méthode soulève de grandes difficultés dans le choix de l'entraînement d'enquêteurs compétents.

Il semble qu'en général les questions sur les variations soient mieux remplies que les questions sur les "stocks".

c) Enquêtes répétées

La répétition des interviews risque d'ennuyer les enquêtés et les enquêteurs et oblige à introduire une certaine variété dans la formulation des questions.

Plusieurs personnes enquêtées se sont néanmoins montrées irritées par la répétition de certaines questions. Ces gens estiment souvent avoir accompli leur tâche après un ou deux interviews; ils conseillent de s'adresser à leur voisin. Cela explique un taux d'abandon particulièrement élevé pendant les deux premières vagues. Au contraire, après la deuxième vague, les rapports entre enquêteurs et enquêtés n'ont fait que s'améliorer. Le taux des abandons s'est réduit jusqu'à être nul, et la qualité des informations s'est accrue. En particulier, les enquêtés ayant décidé à l'origine de ne communiquer que des variations ont finalement accepté d'indiquer aussi les valeurs absolues des actifs. Parfois cette amélioration fut même rétroactive : un enquêté a mentionné au cours de la cinquième vague des actifs qui existaient déjà lors de la première visite.

Ainsi le fait d'utiliser un échantillon identique (un "panel") pour les cinq enquêtes, s'il a entraîné quelques irritations et provoqué un taux d'abandon élevé au début, a cependant produit des effets bénéfiques sur la qualité des informations recueillies.

C - Valeur des informations

L'enquête sur panel, facilite les contrôles de la cohérence interne des réponses. En outre, après chaque vague d'enquête, les enquêteurs devaient faire un rapport concernant la fidélité et l'exactitude supposées des données recueillies, les réactions des enquêtés aux différentes parties de

.../...

l'interview et les suggestions pour améliorer le questionnaire.

On a pu savoir de ces diverses manières quelles étaient les informations douteuses, mais pour les autres on ne peut affirmer qu'elles sont toutes excellentes. Elles restent soumises tout d'abord aux erreurs de mémoire chez l'enquêté; aux erreurs de transcription et en général à toutes les erreurs d'observation.

Le repérage de ces erreurs est un objectif de première importance car elles dépassent souvent de beaucoup les erreurs d'échantillonnage. Il semble que la solution de ce problème doive être recherchée dans la confrontation des résultats du sondage avec des informations extérieures. (Dans certains Etats de l'Union, les dettes sur voiture et les hypothèques sont publiques). En outre, pour prévenir ces erreurs, le rôle de la mémoire doit être réduit le plus possible en invitant les enquêtés à consulter autant que faire se peut leurs comptes et leurs papiers personnels.

Ensuite se poseront trois problèmes concernant les effets des non-réponses, ceux des abandons en cours d'enquête et ceux dûs au conditionnement des enquêtés par le fait même de l'enquête. Il s'agit là de difficultés courantes dans la pratique des sondages, mais des travaux spéciaux seront nécessaires pour étudier le cas particulier des enquêtes épargne.

Il reste enfin à trancher trois questions concernant l'utilisation de données parfois incomplètes et hétérogènes :

a) Comment utiliser les données recueillies auprès des enquêtés qui ont accepté de n'indiquer que les changements intervenus au cours de la période mais non les valeurs absolues?

b) Comment traiter le cas où l'un des ménages de l'échantillon n'a pu être interviewé au cours de l'une des vagues ?

c) Comment combiner les données dont l'exactitude est variable ?

Ces problèmes sont loin d'être résolus. R. FERBER formule cependant les remarques suivantes :

.../...

1 - Il semble possible d'introduire des estimations des valeurs absolues là où les enquêtés ont refusé de communiquer ces dernières. Ces estimations peuvent être calculées de la manière suivante :

A partir de l'échantillon des ménages ayant donné toutes les informations voulues sur les valeurs absolues, on construit un modèle linéaire à plusieurs variables reliant ces valeurs absolues à quelques variables indépendantes (ou supposées telles) comme la C.S.P., le revenu, le niveau d'instruction, etc... On applique ensuite ce modèle à l'échantillon des ménages ayant répondu incomplètement, pour calculer à partir des mêmes variables indépendantes des estimations des quantités inconnues.

A condition d'admettre l'indépendance, le fait du refus et les variables considérées dans ce modèle comme explicatives, il semble que l'on puisse obtenir des estimations assez précises pour éliminer un biais systématique dû aux réponses incomplètes et pour éviter l'accroissement de la variance totale de l'échantillon.

2 - Le même procédé peut servir pour les défaillances occasionnelles d'un enquêté; l'estimation des données non obtenues au cours de l'une des vagues est même plus facile et plus précise que l'estimation de données qui manquent totalement.

3 - Pour juger de la valeur des données recueillies, il faut - on l'a vu - disposer de points de comparaison extérieurs à l'enquête. Ces informations permettraient d'éliminer certaines dépenses qui risqueraient d'affecter l'ensemble d'une variance excessive.

4 - Dans tous les cas, le critère de décision sera le même :

On mêlera les données recueillies et des estimations, s'il paraît vraisemblable que sans cela un biais appréciable existerait. On opérera ainsi aussi longtemps que l'on réduira les erreurs d'échantillonnage sans pour autant augmenter la variance due aux estimations.

.../...

III - COUT DES OPERATIONS

L'expérience décrite ici a été faite sur une petite échelle et les conclusions à en retirer sur le plan financier peuvent difficilement être extrapolées si les dimensions changent. Il est néanmoins utile de noter les coûts unitaires, quitte à les réviser ensuite.

- La pré-enquête a coûté :

- 36 \$ par ménage dans le cas d'une sous-traitance,
- 26 \$ par ménage dans le cas d'une exécution par les organisateurs eux-mêmes.

Ces coûts ne comprennent pas le contrôle sur le terrain pour le second, ni le tirage de l'échantillon et la mise au point du questionnaire.

- Les enquêtes répétées ont coûté :

- 21 \$ pour un interview d'un ménage par un sous-traitant,
- 13 \$ pour un interview d'un ménage par les organisateurs eux-mêmes.

Ces coûts s'ajoutent théoriquement à ceux de la pré-enquête.

Sur une plus large échelle, les coûts unitaires devraient baisser. R. FERBER estime néanmoins à 60.000 \$ le seul coût de la collecte des informations (sans sous-traitant) sur 1.000 ménages pendant 1 an, (avec rotation du sixième des enquêtés à chaque vague).

IV - BIBLIOGRAPHIE

R. FERBER : Collecting financial data by consumer panel techniques. A pilot study, published by the Bureau of Economics and Business Research, University of Illinois, Urbana. Septembre 1959.

L'EXPERIENCE ISRA ELIENNE

INTRODUCTION

L'expérience israélienne, en matière d'enquêtes sur l'épargne, est la plus récente : deux enquêtes seulement ont été effectuées en 1958 et 1959 qui n'ont encore fait l'objet que de publications assez sommaires en langue anglaise (des compte-rendus plus détaillés ont paru en hébreu).

Ces enquêtes ont cependant un intérêt à deux égards.

D'abord au point de vue méthodologique; elles ont été réalisées avec un taux de sondage très largement supérieur à ce qui est possible dans un pays plus grand (0,5 % à 3 %, selon le niveau de revenu). Il en résulte une très grande précision de l'épargne nationale, l'enquête donnant ici de meilleurs résultats que les données globales. En outre, un tiers de l'échantillon a été réinterrogé douze mois plus tard, ce qui a permis notamment de suivre l'utilisation de placements liquides constitués à l'aide des réparations allemandes à titre individuel.

En deuxième lieu il semble que ces enquêtes, qui font actuellement l'objet d'analyses économétriques détaillées, seront une des sources privilégiées utilisées par la Banque d'Israël et l'Agence de Planification Economique de l'Etat d'Israël, dans le plan de développement économique 1963/1964 - 1966/1967 (publié en juillet 1962) qui vise à stabiliser autour

.../...

de 2,5 % la croissance de la consommation par tête au profit d'une épargne personnelle notablement plus importante en vue d'une part de réduire le déficit extérieur, d'autre part de faire en sorte que l'épargne intérieure finance la moitié de la formation nette de capital fixe.

Dans le cas israélien par conséquent, beaucoup plus encore qu'en Angleterre ou qu'aux Etats-Unis, les études sur l'épargne (tardivement entreprises mais bénéficiant de l'expérience accumulée par les deux autres pays) sont directement exploitées dans la préparation du Plan.

.../...

ISRAEL

Date : 1957-1958 : Enquête sur 3.000 ménages
1958-1959 : Enquête de rappel sur 1/3 de l'échantillon précédent.

I - ORGANISATION

Conception et Direction de l'Etude : sous la responsabilité d'une Commission groupant les personnalités et organismes suivants :

M. N. LIVIATAN (Institut Falk pour la recherche économique en Israël)
M. D. OTTENSOOSER (Banque d'Israël)
M. M. SANDBERG (Institut Israélien de recherche sociale appliquée)
M. M. SICRON (Bureau Central de Statistiques).

Tirage de l'échantillon, interviews, chiffrage des questionnaires et mécanographie : Bureau Central de Statistiques.

Financement de l'étude : Banque d'Israël et Ministère des Finances.

II - CARACTERISTIQUES DE L'ETUDE

Période de référence :

- enquête principale: année fiscale 1er avril 1957 - 31 mars 1958.
- enquête de rappel : année fiscale 1er avril 1958 - 31 mars 1959.

Les deux enquêtes se sont déroulées entre les mois de mai et juillet suivant la période de référence.

.../...

Taille de l'échantillon : 3.490 ménages ont été tirés au sort dans la population juive des villes de plus de 5.000 habitants (ces dernières représentent 83 % de la population juive d'Israël). Le taux de sondage était de 1/200^e sauf pour les ménages à revenu élevé où il était de 3/100^e. Le tirage était fait à partir des listes électorales et complété par un sondage aréolaire.

L'enquête de rappel de 1958-1959 a porté sur 1.000 ménages tirés au sort parmi les ménages ayant répondu à l'enquête précédente.

Taux de réponse

| | |
|--|-----|
| - Nombre de ménages dans l'échantillon (3.490) | 100 |
| - Questionnaires exploitables (2.909) | 83 |
| - Refus | 5 |
| - Absents | 5 |
| - Questionnaires incohérents | 7 |

L'erreur d'échantillonnage serait de l'ordre de 0,5 % pour le revenu moyen, de 6 % pour l'épargne moyenne.

Questionnaire

Le questionnaire portait sur les revenus de chaque membre du ménage et sur les sommes reçues d'Allemagne au titre de réparations personnelles ainsi que les autres ressources exceptionnelles. L'épargne et la désépargne étaient analysées en distinguant : l'achat du logement, l'assurance vie, l'assurance retraite, le remboursement d'emprunts, l'endettement nouveau, les achats de ventes et valeurs mobilières, les variations de comptes bancaires, l'investissement dans l'entreprise individuelle. Les achats nets de biens durables étaient également enregistrés - car ils ne sont pas destinés à la consommation courante - mais n'étaient pas classés avec l'épargne.

L'interview durait une heure en moyenne. Dans le cas des questionnaires incohérents une interview de contrôle avait lieu.

Définition de l'épargne

L'épargne totale est ventilée en quatre catégories :

.../...

L'épargne contractuelle : (Primes d'assurance vie, capitalisation et retraite, remboursement d'emprunts hypothécaires et d'autres emprunts immobiliers).

L'épargne liquide : (variation nette des dépôts à vue ou à terme, achats nets de valeurs mobilières).

L'investissement immobilier : (achat net de terres ou d'immeubles; achat net du bail d'un logement locatif, construction, grosses réparations).

Autres formes d'épargne : (variation nette de l'endettement, financement (net) de l'investissement des entrepreneurs individuels).

III - RESULTATS

Les enquêtes israéliennes sur l'épargne analysent celle-ci selon son utilisation et simultanément en fonction du revenu des ménages, de leur catégorie sociale ou de leur âge. En outre, l'affectation des ressources exceptionnelles (réparations personnelles) est particulièrement étudiée.

L'épargne en fonction du revenu

L'épargne totale représente environ 5 % du revenu disponible en moyenne (Tableau 1). Toutefois ce pourcentage varie fortement avec le niveau de revenu : négatif dans les faibles catégories, il s'élève beaucoup parmi les revenus élevés.

Les achats nets de biens de consommation durables représentent également 5 % de revenu disponible en moyenne, de sorte que la consommation courante est de l'ordre de 90 % du revenu disponible.

.../...

TABLEAU 1
Epargne totale, en % de revenu disponible

| Revenu disponible (£ isr. par an) | 1957-1958 | 1958-1959 |
|--------------------------------------|-----------|-----------|
| < 999 | -22,8 | -20,3 |
| 1.000 à 1.999 | - 5,7 | - 3,9 |
| 2.000 à 2.999 | 1,9 | - 0,7 |
| 3.000 à 3.999 | 5,3 | 1,7 |
| 4.000 à 4.999 | 7,3 | 6,6 |
| 5.000 à 7.499 | 9,7 | 7,3 |
| > 7.500 | 28,9 | 16,3 |
| <u>Ensemble :</u> | 5,1 | 4,2 |

Le montant de l'épargne est assez différent par catégorie sociale : les indépendants épargnent en moyenne 30 % de plus que les salariés; la plus grande partie de leur épargne est investie dans leur entreprise alors que celle des salariés est essentiellement (97 %) une épargne contractuelle (y compris le remboursement de dettes hypothécaires sur le logement).

L'épargne en fonction de l'âge

L'épargne totale (comme le revenu) est fortement liée à l'âge (Tableau 2).

TABLEAU 2

| Age du chef de ménage | Revenu disponible moyen (£ isr.) | Taux d'épargne (%) |
|-----------------------|-------------------------------------|--------------------|
| Moins de 25 ans | 1.803 | 1,9 |
| 25 à 34 ans | 2.792 | 5,8 |
| 35 à 44 ans | 3.372 | 7,1 |
| 45 à 54 ans | 3.118 | 5,7 |
| 55 à 64 ans | 2.448 | 3,4 |
| 65 ans et plus | 1.765 | 1,4 |

Ce tableau met en évidence le phénomène d'un "cycle familial" dans la formation de l'épargne, celle-ci croissant avec l'âge, en termes absolus et relatifs, jusque vers la quarantaine, décroissant ensuite.

.../...

L'affectation des ressources exceptionnelles

L'incidence des réparations personnelles sur la consommation et l'épargne peut être analysée à partir des enquêtes de 1957-1958 et 1958-1959 avec une grande précision (Tableau 3) :

TABLEAU 3

| Utilisation (en % des sommes reçues) | Réparations personnelles reçues en 1957-1958 | | Réparations personnelles reçues en 1958-1959 |
|---|---|---------------------------|---|
| | dépensées en 1957-1958 | dépensées en 1958-1959 | |
| Consommation courante | 17 | 4 | 18 |
| Biens de consommation durables | 9 | 4 | 18 |
| Biens immobiliers | 20 | 25 | 40 |
| Actifs financiers | 45 | -33 | 22 |
| Divers | 9 | - | 2 |
| | 100 | 0 | 100 |

Ainsi, sur les sommes reçues en 1957-1958, 45 % avaient été investies, deux ans plus tard en biens immobiliers, 21 % avaient été dépensées en consommation courante et 13 % en biens de consommation durables. Les actifs financiers avaient servi de placement d'attente. Les ménages interrogés dans l'enquête de rappel qui reçurent des réparations personnelles en 1958-1959 semblent les avoir affectées beaucoup plus rapidement que ne l'ont fait les ménages ayant reçu des réparations en 1957-1958.

IV - BIBLIOGRAPHIE (langue anglaise)

- Bank of Israël, Annual Report 1958, Jérusalem, mai 1959 - pp.253-261.
- Bank of Israël, Bulletin, octobre 1959, Survey of Family Savings, 1957-1958. (Preliminary Report) pp. 17-41.
- Bank of Israël, Annual Report 1959, Jérusalem, mai 1960 - pp.319-327.

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

I - GRANDE-BRETAGNE

T. BALOGH - Les limitations de la fonction de consommation dans la courte période. (Etudes et Conjoncture : Septembre 1955, p. 835-843).

CLARK - Determination of the multiplier from National Income statistics (1938). (Economic Journal : XLVIII, p. 435-448).

J.S. CRAMER - Ownership elasticities of durable consumer goods. (Review of Economic Studies : 1958, Vol. XXV, n°2).

J. ERRIT and J.L. NICHOLSON - The 1955 Saving Survey. (Bulletin of the Oxford Univ. Inst. of Statistics, 1958, Vol. XX, n°2).

M. R. FISHER - L'Epargne et les profits des entreprises dans l'hypothèse du "revenu permanent". (Economie Appliquée : Octobre-Décembre 1957, p. 539-562).

M.R. FISHER - Exploration in savings behaviour (1956). (Bulletin of the Oxford Univ. Inst. of Statistics, XVIII, p. 201-277).

T. P. HILL - A Pilot Survey of Income and Savings. (Bulletin of the Oxford Univ. Inst. of Statistics, XXII, mai 1960, n°2).

T. P. HILL - Income, Savings and Net Worth, Savings Survey 1952-1954. (Bulletin of the Oxford Univ. Inst. of Statistics, Vol. XVII, mai 1955, n°2).

J.B. JEFFERYS and D. WALTERS - National Income and Expenditure of the U.K. 1870-1952. (Income and Wealth Series 5, 1-40).

.../...

W.F. KEMSLEY and J.L. NICHOLSON - Quelques expériences sur les façons d'établir un exposé des dépenses familiales. (Journal of the Royal Statistical Society, CXXIII, 1960).

KLEIN - British propensity to save. (Journal of the Royal Statistical Society, Series A, Vol. 121, part 1, 1958).

L.R. KLEIN, K.H. STRAW and P. VANDOME - Savings and Finances of the upper Income classes. (Bulletin of the Oxford Univ. Inst. of Statistics, Vol. XVIII, 1956, p. 293-319).

L.R. KLEIN - Patterns of Savings : the surveys of 1953 and 1954. (Bulletin of the Oxford Univ. Inst. of Statistics, Vol. XVII, 1955, p. 173-214).

J. LANSING and H. LYDALL - An Anglo American Comparison of Personal Saving. (Bulletin of the Oxford Univ. Inst. of Statistics, Vol. XXII, 1960, n°3).

LYDALL and TIPPING - The distribution of personal Wealth in Great Britain. (Bulletin of the Oxford Univ. Inst. of Statistics, Vol. XXIII, 1961, n°1). X

H.F. LYDALL - Income, Assets and the Demand for Money. (Review of Economics and Statistics, Vol. XL, Février 1958, p. 1-14).

H.F. LYDALL - Personal Savings : Problems and Policies. (Three Banks Review, 1956, n°31, p. 20-37).

H.F. LYDALL - British Incomes and Savings. Oxford, Blackwell, 1955.

H.F. LYDALL and J.B. LANSING - A comparison of the Distribution of Personal Income and Wealth in U.S.A. and G.B. (American Economic Review, Vol. XLIX, 1959, p. 43-67).

H.F. LYDALL - The Life Cycle in Income, Saving and Asset Ownership. (Econometrica, Vol. XXIII, 1955, p. 131-150).

R.C.O. MATTHEWS - The Saving Function and the Problem of Trend and Cycle. (Review of Economic Studies, Vol. XXII, 1954-1955, n°58).

RADICE - Savings in Great Britain, 1922-1935. Oxford Univ. Press, 1939.

SAUNDERS- Some problems in the estimation of personal savings and investment. (Review of Economic Studies, Vol. XXII, 1955, p. 109-128);

STONE and ROWE - Aggregate Consumption and Investment Functions for the Household Sector considered in the light of British Experience. (National ekonomisk Tidsskrift, 94, p. 1-32, 1956).

K. H. STRAW - Consumer's Net Worth : the 1953 Savings Survey. (Bulletin of the Oxford Univ. Inst. of Statistics, Vol. XVIII, 1956, n°1).

K. H. STRAW - The Savings Survey and official Sources : A reconciliation of estimates of Personal Income. (Bulletin of the Oxford Univ. Inst. of Statistics, Vol. XVII, 1955, n°3).

Savings Behavior : A Symposium. (Bulletin of the Oxford Univ. Inst. of Statistics, Vol. XIX, 1957, n°2).

National Income and Expenditure. London, Central Statistical Office, 1959.

"L'Epargne personnelle en Grande-Bretagne". Cons[£] fin[£] Londres. (Statistiques et Etudes Financières, 1959, n°124).

.../...

II - U.S.A.

G. ACKLEY - The Wealth - Saving Relationship. (Journal of Political Economy, Avril 1951).

V. T. BEAR - The relationship of Saving to the Rate of interest, real income, and expected future prices. (Review of Economics and Statistics, Février 1961).

G. BECKER - Saving and the rate of Interest. (Journal of Political Economy, Septembre 1957).

E. G. BENNION - The Consumption Function : Cyclically variable. (Review of Economics and Statistics, Novembre 1946).

D. BRADY - Demand and the Size Distribution of Income. (Studies in Income and Wealth, Vol. XIII).

D. S. BRADY and R. D. FRIEDMAN - Savings and the Income Distribution in Studies in Income and Wealth, Vol. n° 10. (National Bureau of Economic Research, N.Y. 1947).

M. BRONFENBRENNER and T. MAYER - Liquidity Functions in the Am. Economy. (Econometrica, Vol. 28, Octobre 1960).

M. COHEN - Dépenses de consommation, Epargne et avoirs liquides. (Economie Appliquée, Ju. -Septembre 1958, n°3, T. XI).

J. S. DUESENBERY - Income, Saving and the Theory of consumer behavior. (1949. Harvard University Press).

M. EZECHIEL - Statistical Investigations of Savings, Consumption and Investment. (American Economic Review, Vol. XXXII, 1942).

R. FERBER - A Study of Aggregate Consumption Functions. (National Bureau of Economic Research, Technical Papers n°8. N.Y. 1953).

.../...

J. FISHER - Post War changes in Income and Savings among consumers in Different Age Groups. (Econometrica, Janvier 1952).

J.A. FISHER - Income Spending and Saving Patterns of Consumer Units in Different Age Groups. Studies in Income and Wealth, Vol. 15. (National Bureau of Economic Research, N.Y. 1952).

J.A. FISHER - An analysis of consumer durable goods exp. in 1957. (Review of Economics and Statistics, Février 1962, Vol. XLIV).

M. FRIEDMAN - A Theory of the Consumption Function. (National Bureau of Economic Research, Princeton, 1957).

M. FRIEDMAN - A method of Comparing Incomes of Families differing in Composition et Income, Spending and Saving Patterns of Consumer Units in Different Age Groups. (Studies in Income and Wealth, Vol XV).

M. FRIEDMAN et S. KUZNETS - Income from Independant Professional Practice. (National Bureau of Economic Research, 2ème éd. 1946).

M. FRIEDMAN - Savings and the balance sheet. (Bulletin of the Oxford University Institute of Statistics) 1957, n°19).

I. FRIEND and V. NATRELLA - Individual's Savings (Volume and composition) N.Y. Wiley, 1954.

I. FRIEND and S. SCHER - "Who saves ?" (Review of Economics and Statistics, Mai 1959).

I. FRIEND and I.B. KRAVIS - Consumption Patterns and Permanent Income (American Economic Review, Papers and Proceedings, Mai 1957).

I. FRIEND and I.B. KRAVIS - Entrepreneurial Income, Saving and Investment. (American Economic Review, Juin 1957).

GARVY - The role of Dissaving in Economic Analysis. (Journal of Political Economy, 1948).

R.W. GOLDSMITH - Statistics of Saving in U.S.A. (Communication à l'American Statistical Association, Proceedings of 1959 (27 Décembre) Meetings).

.../...

R. W. GOLDSMITH, D. S. BRADY, H. MENDERSHAUSEN - A Study of Saving in the U.S.A. (1955, Vol. I et II; 1956, Vol. III). Princeton University Press. Princeton, N.J.

R. W. GOLDSMITH - Trends and Structural Changes in Saving in the 20^e Century. (Conference on Savings, Inflation and Economic Progress. University of Minnesota, 1951).

H. W. GUTHRIE - Consumer's propensities to hold liquid Assets. (Journal of the American Statistical Association, Septembre 1960, Vol. 55, n°291).

W. HAMBURGER - The relation of Consumption to Wealth and the Wage Rate. (Econometrica, XXIII, Janvier 1955).

A. C. HARBERGER - The demand for durable goods. (University of Chicago Press 1960).

HELLER, BODDY and NELSON - Savings in Modern Economy. (Minnesota Press, 1952).

J. HUBBARD - Average and Marginal Propensity to consume. (Quarterly Journal of Economics, Février 1954).

G. KATONA - The powerful Consumer. (N.Y. 1959).

G. KATONA - Psychological Analysis of consumer behavior. (Mac Graw Hill, N.Y. 1951).

G. KATONA - Effect of income changes on the rate of saving. (Review of Economics and Statistics, Mai 1949).

G. KATONA - Analysis of Dissaving. (American Economic Review, Juin 1949).

G. KATONA - Financial surveys among consumers : Objet et méthodes. (Econometrica, Avril 1950).

G. KATONA and E. MUELLER - Consumer Expectations 1953-1956. (Survey Research Center Monograph n°16, Juin 1956. Ann Arbor Michigan).

.../...

G. KATONA and J.A. FISHER - Post War Income Changes of Identical Consumer Units. (National Bureau of Economic Research, n° XIII, 1951).

L.R. KLEIN - Assets, Debts and Economic Behavior in Studies in I. and W. n°14. (National Bureau of Economic Research, N.Y. 1951).

L.R. KLEIN - Statistical Estimation of Economic Relations from Survey Data, (Contributions of Survey Methods to Economics, Columbia, N.Y. 1954).

L.R. KLEIN - Estimating Patterns of Saving Behavior from Sample Survey Data. (Econometrica, Octobre 1951. 19).

KLEIN and LANSING - Decisions to purchase consumer durable goods. (Journal of Marketing, Octobre 1955).

KLEIN and J. MARGOLIS - Statistical Studies of Unincorporated Business. (Review of Economics and Statistics, Février 1954).

L. KLEIN and W. MONNEY - Negro-White Savings Differentials and the Consumption Function Problem. (Econometrica, Juillet 1953).

KLEIN and MORGAN - Results of alternative treatments of sample survey data. (Journal of the American Statistical Association, 1951).

I.B. KRAVIS - The Structure of Income : Some quantitative essays. Study of consumer expenditures, incomes and savings. (Philadelphia, Pennsylvania, 1962).

M. KREININ - Analysis of liquid asset ownership. (Review of Economics and Statistics, Février 1961, Vol. 43, n°1).

M.E. KREININ - Windfall Income and Consumption. (American Economic Review, Juin 1961).

M. KREININ - Analysis of contractual payments. (Review Economics and Statistics, Février 1962).

S. KUZNETS - Proportion of Capital Formation to National Product. (American Economic Review, Papers and Proceedings, Mai 1952).

S. KUZNETS - National Income. A Summary of Findings. (N.Y. 1946).

J. B. LANSING - Concept Used in Surveys. (Contributions of Survey Methods to Economics. Columbia. N.Y. 1954).

J. B. LANSING and J. N. MORGAN - Consumer Finances over the life cycle (Consumer Behavior, Vol. II. Clark Ed. N.Y. 1955).

J. B. LANSING, E. S. MAYNES and M. KREININ - Factors associated with the use of consumer credit. (Consumer Instalment Credit, Part II, 1). (Board of Governors of Federal Reserve System, 1957).

R. P. MACK - The Direction of Change in Income and the Consumption Function. (Review of Economics and Statistics, novembre 1948).

E. S. MAYNES - The relationship between tangible investment and consumer saving. (Review of Economics and Statistics, Août 1959).

H. MENDERSHAUSEN - The relationship between incomes and savings of american families. (American Economic Review, 1939, Vol. 29).

J. T. MINER - Life insurance ownership among american families, 1957. (Inst. for Social Research, Ann Arbor 1957).

F. MODIGLIANI - Fluctuations in the saving income ratio. (Studies in Income and Wealth, n°11, 1949).

F. MODIGLIANI and R. E. BRUMBERG - Utility Analysis and Aggregate Consumption Functions : An attempt at integration, 1953.

F. MODIGLIANI and R. BRUMBERG - Utility Analysis and the Consumption Function : An Interpretation of Cross-Section Data. (Post Keynesian Economics. Ed. Kurihara, Rutgers University Press, N. Brunswick, 1954).

MONROE, PENEL, PRESS and DEPUY - Family spending and saving as related to age of wife and age and number of children. (Dept. of Agriculture Miscellaneous Public, n°489, 1942).

J.N. MORGAN - Consumer Investment Expenditures. (American Economic Review, Décembre 1958).

J.N. MORGAN - The Structure of Aggregate Personal Saving. (Journal of Political Economy, Vol. LIX, 1951).

J.N. MORGAN - Goldsmith's Study of Saving in the U.S. (American Economic Review, Juin 1956).

National Research Committee - Family Expenditure in the U.S. Washington, 1941.

R. NUGENT - Consumer Credit and Economic Stability. (N.Y. 1939).

G. ORCUTT and A.M. RIVLIN - An Economic and Demographic Model in the household Sector. (Demographic and Economic Change in Developed Countries. Princeton 1960).

M. REID - Effect of Income Concept upon Expenditure Curves of Farm Families. (Studies in Income and Wealth, Vol. XV).

P. SAMUELSON - Social Indifference Curves. (Quarterly Journal of Economics, Février 1956, Vol. LXX, n°1).

I. SCHWEIGER - The Contribution of Consumer Anticipation in Forecasting Consumer Demand : Conference on research in Income and Wealth, n°17. (University of Michigan, 1951).

A. SMITHIES and J. MOSAK - Forecasting Post-War Demand. (Econometrica, Janvier 1945, Vol. XIII).

G.J. STIGLER - The Early History of Empirical Studies of Consumer Behavior. (Journal of Political Economy, Vol. LXII, Avril 1954).

D. SUITS - The Determinants of Consumer Expenditure, A review of present knowledge. (Prepared for the U.S. Commission on Money and Credit).

Survey Research Center. 1960, Survey of Consumer Finances. (Inst. for Social Research of the University of Michigan. Ann Arbor, Michigan).

- J. TOBIN - On the predictive Value of Consumer Intentions and Attitudes. (Review of Economics and Statistics, Vol. XLI, Février 1959),
- J. TOBIN - Asset Holdings and Spending Decisions. (American Economics Review, Mai 1952).
- J. TOBIN - The interest-elasticity of transactive demand for cash. (Review of Economics and Statistics, Août 1956).
- J. TOBIN - Consumer Debt and Spending : Some Evidence from Analysis of a Survey. (Consumer Instalment Credit, Part II, Vol. I, 1957. Washington D. C.).
- J. TOBIN - Estimation of relationships for limited dependent variables. (Econometrica, Janvier 1958).
- J. TOBIN - Relative Income, Absolute Income and Savings in Money, Trade and Economic Growth, in honor of J.H. Williams, N.Y. 1951).
- TSIANG - Liquidity preference and loanable funds theories. (American Economic Review, Septembre 1956).
- H.W. WATTS - Long Run Income Expectations and Consumer Saving. (Cowles Foundation Paper n°123, 1958).
- W. WICKREY - Resource Distribution Patterns and the Classification of Families. (National Bureau of Economic Research, Studies in Income and Wealth, n°X, 1947).
- F.M. WILLIAMS and C.C. ZIMMERMAN- Studies of Family living in U.S. and other Countries. (Department of Agriculture, Miscellaneous Publications 223, 1935).
- W.S WOYTINSKI - Relationship between Consumer's Expenditures, Savings and Disposable Income. (Review of Economics and Statistics, Janvier 1946).
- A. ZELLNER - Consumption and the Consumption Function in the U.S. 1948-1949. Recession. (Review of Economics and Statistics, Août 1957).
- A. ZELLNER - The short run Consumption Function. (Econometrica, Octobre 1957. 25).

III - AUTRES PAYS ETRANGERSBELGIQUE

P. DE BIE - Budgets familiaux en Belgique 1957-1958. (Editeur (?) : 10, rue de l'Abbaye. Paris 6ème. 1960).

DANEMARK

K. BJERKE - S. Capital Gain and Composition of personal Wealth in Copenhagen in 1949. (Bulletin of the Oxford University Institute of Statistics, Vol. 22, Mai 1960, n°2).

ITALIE

A. TITTA - Récente évolution de l'épargne et des investissements en Italie. (Revue Sciences Financières, Janvier-Mars 1960).

ITALIE

U. RICCI - L'offerta del Risparmio. (Giornale degli Economisti, Février 1926 et Mars 1926). Ancora Sull offerta del Risparmio. (Giornale degli Economisti, Septembre 1927).

AFRIQUE

J. CAUSSE and G. THEODORE - Methodes d'enquête en matière de recherches sur la structure des capitaux privés et collectifs en milieu rural africain. (S. Stat. F.O.M. p. 21).

AUSTRALIE

G. C. HARCOURT, DUNCAN, IRONS - A pilot survey of personal savings. Australia. (The Economic Record's XXXII Vol. 62. Mai 1956, p.106-118).

CEYLAN

Report on the sample survey of Ceylan's Consumer Finance. (Central Bank of Ceylan 1954 et Janvier 1961).

.../...

FORMOSE

Survey of national saving 1958-1959. (Bulletin of the Bank of Taiwan). x

INDE

K.V.R. AVADHANI, A.K. GHOSH, R.M. HONAVAR and N.L. TRIKHA - Savings in the Indian Union, 1949-1950 to 1954-1955. (Janvier 1957). x

INDE

V.V. BHATT - Savings and Capital Formation. (Economic Development and Cultural Changes, Chicago, Avril 1959).

INDE

B. KUMAR - Estimates of Domestic Capital Formation in India, 1948-1949 to 1954-1955. (Central Statistical Organization, Gov. of India 1956).

INDE

P. S. LOKANATHAN - A Study of Saving in India. (American Statistical Association Proceedings, Décembre 1959).

INDE

Saving's Study. (Bank of India, Bulletin Mars 1960 et Août 1961).

JAPON

Saving in the post-war economic growth of Japon. (O.N.U. Economic Bulletin for Asia and the Far East, Septembre 1960, n°2, Vol. 11). x

COREE

Monthly Statistical Review. (Bank of Korea, Août et Septembre 1961).

.../...

MALAISIE

Saving in the Federation of Malaya. (U.N.O. Bulletin for Asia and the Far East, Juin 1962).

PHILIPPINES

Saving's Study. (O.N.U. Economic Bulletin for Asia and the Far East, Septembre 1962).

PHILIPPINES

HCOLEY - Saving in the Philippines 1951-1960. (Institut for Economic Development and Research, Quezon City, 1962).

MEXIQUE

F. TAMAGNA - Concepts and Methodology in S. Estimation. A Study on Mexico. (American Statistical Association Proceedings, Décembre 1959).

